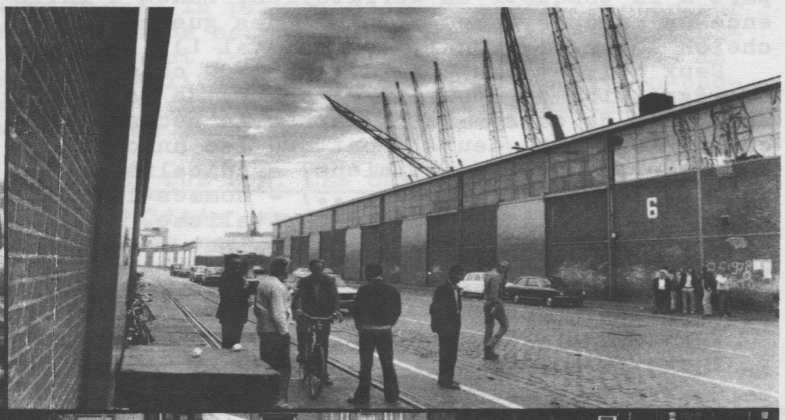
ISSN 0395-0603

JEUNE TAUPE! 28

BIMESTRIEL 5F | POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE | octobre-nov. 79



Cherbourg : Vers l'Offensive Ouvrière..... ??

LIRE PAGES 2-4

SOMMAIRE :

Luttes en France
Dialogue avec l'OCL?
Groupe Ouvrier Autonome
Nationalisme Basque
Publications...

DIJON : LA RUMEUR DE CHERBOURG... vers l'offensive ouvrière ?

I- LA CRISE, C'EST LE RENFORCEMENT DE L'EXPLOITATION !

Dans le monde entier, les travailleurs subissent les assauts du capitalisme, non sans réagir. La crise économique (surproduction, ralentissement du commerce) accentue encore l'inhumanité de ce système qui s'auto-détruit pour perdurer (chaque Etat, comme chaque producteur "privé", part à la conquête de territoires, zones d'influence ou marchés, amenant ainsi des guerres à l'échelon local, régional...ou mondial !).

Ceux qui ont cru être à l'abri du chômage, de la régression du "pouvoir d'achat", de la pénurie des biens de consommation, après la seconde boucherie mondiale, ceux-là ont cru les annonciateurs multiples (politiciens, syndicalistes, journalistes, sociologues,...) - hommes-lige du système - expliquant que le capitalisme, la Démocratie, le "Monde Libre", amèneraient le bonheur éternel (se servant des pays dits socialistes comme d'un repoussoir). Ils se sont trompés et ont été trompés.

Actuellement, ce n'est pas plus brillant à l'Est qu'à l'Ouest, quant aux pays du Tiers-Monde, ce sont 2/3 de la population mondiale qui vivent dans la misère et crèvent de faim !

A l'Ouest, les pays capitalistes industrialisés en concurrence attaquent de plus en plus férocement le niveau de vie des travailleurs. Pour 1979 :

- En France : . Augmentation des prix au rythme de +14% à l'année (+1% au mois d'août !);
  . Hausse des loyers de +20% à 90%, des charges locatives de 40% à 85% (dans un premier temps !);
  . Services-Transports : Fuel +33%, Electricité +13,9%, Gaz +7%, Charbon +29% (à l'extraction); RATP +22%, SNCF +13%;
  . Alimentation : +8,5%;
  . Impôts sur le revenu frappant surtout les salaires les plus bas et devant encore augmenter (prévision pour le budget 1980); Impôts locaux s'accroissant suivant les communes à partir de +15%;
  . Crédit bancaire : +17%;
  . Sécurité Sociale : +2% (double augmentation de 1% de la cotisation dans l'année);
- En Italie : +15% de hausse des prix; 7,5% de chômeurs.
- Aux U.S.A : +13% pour les prix; +26% en ce qui concerne le crédit à la consommation; 7% de chômeurs.

Les travailleurs des pays capitalistes d'Etat ne sont pas plus "ménagés" car ces régimes, partie prenante de l'économie de marché, enregistrent des hausses de :

- En Pologne : Prix à la consommation +20%, approvisionnement pétrolier (auprès du "grand frère soviétique" !) +40%;
- En Hongrie : Alimentation, viandes +30%, pain +20%, etc...

Ne faisant eux-aussi pas de concession, les pays capitalistes occidentaux n'hésitent pas à laisser sur le carreau des millions de chômeurs par le biais de "coupes sombres" dans plusieurs secteurs :

- France : sidérurgie 15000 licenciements,
  textile 20000 " " " (en 78)
  bâtiment 40000 " " " .
- En R.F.A: sidérurgie 16500 licenciements
- En Gde-B: automobile 25000 licenciés de plus prévus chez British Leyland (entreprise natio-

Photos de couverture :
La grève sauvage dans le port de Rotterdam. Ces photos figurent sur une affiche qui nous a été expédiée,avec d'autres matériaux sur cette grève, par nos camarades de Subversief (P.O. 10447, Amsterdam C, Hollande) qui sont actuellement engagés dans le soutien à ce mouvement.

Jeudi 13 septembre :
De violents affrontements ont lieu dans le centre de Cherbourg entre les forces de police et plusieurs milliers d'ouvriers de la métallurgie venus soutenir les grévistes de l'usine Lardet-Babcock, filiale du groupe Fives-Lille (chaudières industrielles) en grève depuis trois mois. Devant les journalistes, les délégués syndicaux dégagent leur responsabilité : "Nous n'avons pas voulu ce qui peut se passer maintenant. Et cet après-midi, cela risque de tourner mal".
Les gendarmes mobiles avaient fait évacuer les piquets de grève qui barraient l'entrée de l'usine et ensuite bouclé le quartier pour permettre le déménagement par la direction de quinze chaudières prêtes à être livrées. Aussitôt prévenus, les ouvriers des autres entreprises quittent leur travail et défilent dans le centre vers la sortie de la ville où se trouve l'usine. Vers 16H30, des hauteurs qui surplombent le port et la rade, on voit des colonnes de fumée s'élever des barricades improvisées : la route d'accès qui vient de Caen et Paris a été fermée. Deux à trois milles manifestants en plusieurs groupes harcèlent les policiers. Une centaine de jeunes ouvriers masqués et munis de caillous, de lances-pierre et de billes d'acier n'hésitent pas à charger. Certains rallument les grenades qui n'ont pas brûlé pour les renvoyer. Venant par le port, une compagnie de CRS prend les manifestants à revers. Après s'être enfuit, au bout de quelques instants les manifestants chargent à nouveau.
La bagarre dure jusqu'à 2H30 du matin, l'usine Lardet-Babcock étant transformée en camp retranché. Plusieurs barricades dégagent une épaisse fumée interdisant l'accès à la sortie de la ville.

Vendredi 14 septembre :
L'après-midi, les affrontements entre CRS et ouvriers reprennent. La CGT avait appelé à une manifestation de protestation contre l'intervention de la police de la veille. Lorsque les quelques centaines de manifestants rassemblés à proximité du commissariat apprennent qu'un des leurs passe en flagrant délit, ils se dirigent immédiatement vers le tribunal aux cris de "Libérez notre camarade !". Dans la rue des tribunaux, des pierres volent vers les vitres du palais de justice tandis que quelques ouvriers enfoncent les portes. Le face à face manifestants-CRS dure une heure jusqu'à la libération de l'ouvrier inculpé. Le cortège ayant quitté les abords du palais de justice, il retrouve les gardes mobiles bloquant la rue menant à l'usine. A partir de 16H30, les mêmes bagarres que la veille reprennent. Après les frondes et les billes d'acier, cocktails molotov et grenades à plâtre sont apparus du côté des manifestants.

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'un tract diffusé par des travailleurs des banques sur leurs lieux de travail :

PARTI KHOMMUNISTE FRANCAIS
Section Maurice Trapèze

LE CASINO DE PARIS NE DOIT PAS MOURIR !

ILS CASSENT LA FRANCE !!!

Après le France, à cause de la politique de soutien aux monopoles étrangers du tandem Giscard-Barre, les plumes du cul des danseuses du Casino de Paris risquent de ne plus être françaises. Cette conquète culturelle du Peuple de France que le monde entier nous envie...

On peut voir déja ce que cette politique néfaste à la France donne :

-C'est 1 000 000 d'heures de travail de réparation sur le France, dont sont privés les travailleurs français au profit des Schmidt et des Krupp !

-Ce sont les plus grands Hôtels de Paris grâce auquel les élites du monde entier pouvaient coucher français qui sont vendus aux financiers de la City.

En 3 ans de gouvernement Barre, le bilan est lourd. La politique d'abandon national a conduit des milliers de travailleurs au chômage, leur otant le droit le plus sacré, celui au travail forcé qu'est le salariat.

Pour sa part, notre Parti, soucieux de la défense de la condition ouvrière et de la préserver en l'état où elle se trouve, est fier d'avoir toujours défendu ce principe :

"L'INTERET NATIONAL, C'EST L'INTERET DU CAPITAL!" car plus que tout autre nous savons nous montrer réalistes.

En celà, nous n'avons de leçons à recevoir de personne, et surtout pas de ces provocateurs qui tirent profit de la souffrance des travailleurs pour semer la confusion dans leurs rangs. Car rien de ce qui est de la misère des travailleurs ne nous est étranger. Nous en vivons depuis plus de 60 ans !

Ces pêcheurs en eau trouble, à la solde de la CIA et de Schmidt, n'hésitent pas, sous des déguisements grossiers d'anarchistes ou d'autonomes (certains ont même, tant leur acharnement à semer la confusion est grand, le culot de se dire "communistes"), à s'infiltrer parmi les travailleurs pour y répandre leurs slogans démobilisateurs tels que : "abolition du salariat" ou "à bas l'état, les flics (sic!), et les patrons".

Les travailleuses et les travailleurs que vous êtes savent mieux que quiconque quelle attitude adopter face à ces slogans démoralisateurs : LE MEPRIS !

Car vous savez qu'il n'est pas possible d'échapper au salariat.

Jamais la peur d'être exclu du monde du travail ne doit déborder sur la volonté d'exclure le travail du monde !

Nous y veillons déja, et nous entendons y veiller toujours ! Face à ces enragés payés par l'étranger pour discréditer notre parti, le seul et authentique de la classe ouvrière, envers et contre tous, y compris contre elle-même. Lorsque par exemple celle-ci à Longwy ou à Denain s'en prend aux commissariats, piliers de la loi et de l'ordre social, aux banques, et refuse de suivre les leaders syndicaux, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour que cette violence soit canalisée vers des voies de garage, et nous le referons encore.

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES DE FRANCE, SOYEZ RAISONNABLE

N'écoutez pas ces crécelles qui ne songent qu'à vous entraîner vers l'abime qu'est la destruction du salariat et de l'économie marchande. C'est-à-dire un Monde sans misère, sans famine, sans chômage, sans guerre, sans argent, sans exploitation, sans oppression.

Mais que deviendrions-nous ?

L'arrivée au pouvoir de la gauche unie autour de notre Parti, pourra tirer le capitalisme du mauvais pas où il se trouve.

C'est pourquoi nous continuerons, à nous acharner à rendre raisonnables et négociables les aspirations profondes des travailleurs.

DES REFORMES SOUS LA DIRECTION DU PARTI KHOMMUNISTE, OUI !

UNE REVOLUTION AMENANT LE COMMUNISME EN LAISSANT LE PARTI AU RANCARD, NON !

----------BULLETIN D'ADHESION----------

Conditions d'adhésion

-Etre français depuis au moins 10 générations,
-Pour les femmes, être un fin cordon bleu attentif à toujours satisfaire les besoins de son compagnon,
-Pour les hommes avoir fait son service militaire et en être sorti gradé,
-Etre respectueux et protecteur de l'outil de travail,
-Aspirer à devenir Chef,
-Etre capable le cas échéant, de prendre la tête d'une grêve trop dure afin de mieux la torpiller,
-Lire avec assiduité France-Soir et l'Humanité,
-Etre buveur de pastis de la marque de gauche RICARD exclusivement,
-Etre partisan de la fessée aux enfants et des coups de matraques aux "incontrolés",
-Etre adhérent du syndicat C.G.T. (Confédération des Grêves Torpillées).

NOM : Prénom :
PROFESSION :
ADRESSE :

A nous retourner

---

nalisée !).

Le taux d'accroissement du chômage en Europe est détenu en ce moment par la France (+14%) devant l'Italie. Ce sont 2 millions de travailleurs (dont 40% de jeunes "demandeurs d'emplois") pourvus d'une indemnité ou non, d'une retraite partielle ou anticipée, équivalente à un licenciement déguisé. Ce sont également 650.000 jeunes sans débouchés à court terme, mais flanqués du traditionnel remède étatique que sont les "Pactes pour l'Emploi" successifs. De plus, les indemnités-chômage - alimentées par des ponctions sur les salaires - représentent des soupapes de sûreté pour éviter les conflits...Si l'Etat a des moyens au service des intérêts généraux du capital, et non des moindres (propagande, législation du travail, "forces de l'Ordre",...), pour faire passer la pilule, il peut aussi compter sur le concours de ses chiens de garde : les institutions que sont les Syndicats, spécialistes de la gestion des licenciements et de l'allocation-chômage, bref de la répartition plus égalitaire... de la misère !!!

2- VOILA CE QUE SONT LES CHIENS DE GARDE :

Les rivalités des boutiques syndicales sont inhérentes au marché du travail (concurrence pour marchander notre force de travail); elles s'accentuent d'autant plus aujourd'hui que les élections professionnelles et prud'hommales approchent. Pour garder leur influence - qui soit dit en passant fléchit de plus en plus - les Etats-Majors syndicaux ont recours à tous les moyens semblables au

parlementarisme (cf. rivalité C.G.T/C.F.D.T), existant d'ailleurs parmi les salariés depuis la naissance du syndicalisme !

Leur propagande et leurs agissements semblent combattre le capitalisme :

- ils ne visent en fait qu'à le conserver, à défaut de l'aménager, laissant aux travailleurs l'illusion que seule l'action revendicative donc syndicale paye ! (voir la brochure "Lutter contre le chômage ou contre le capital", supplément à J.T);
- ils ne visent qu'à réduire, isoler et supprimer les forces des travailleurs (opération "coup de pédale" à Longwy, pétitions, occupations symboliques d'usines, agitation corporatiste, grèves "programmées", négociations, manifestations-bidon, etc...) pour leur faire accepter, après l'identification à l'entreprise capitaliste (privée ou nationalisée) et à sa défense (ce qui nous exploite !), la défense de l'économie nationale et de la démocratie "industrielle" (terme utilisé par E.Maire) ou autre alors que celles-ci ne sont que des formes différentes de la domination capitaliste. Ils les préparent à l'embrigadement et à l'affrontement contre les capitalismes nationaux concurrents présenté comme une solution à leur exploitation...

Quelques exemples :

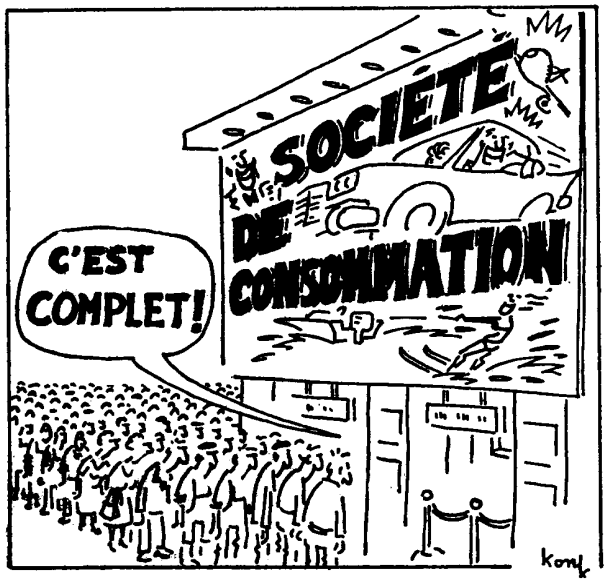
"L'absence d'unité d'action conduit non seulement à l'immobilisation, mais aussi à la perte de confiance dans les syndicats" FGM.CFDT (25/9/79), celle-ci enregistrant une perte d'adhérents : -5% en 2 ans (-IO à I5% pour la CGT);

"...Quant aux travailleurs, ils éprouveraient le sentiment pénible et humiliant d'en prendre plein la figure sans avoir la possibilité de se défendre et se demanderaient à quoi servent les syndicats" la "rentrée" de G.Seguy ! (5/9/79);

"L'évolution technologique, dans la logique actuelle de déqualification des emplois, entraîne une désaffection croissante vis-à-vis du travail. Cela serait tout à fait différent si les salariés avaient le droit de s'exprimer sur leurs conditions de travail" (!) E.Maire (L'Expansion, n° de juillet-août 79).

3- PRENDRE NOS AFFAIRES EN MAINS, C'EST DEJA S'AFFRONTER RADICALEMENT AU CAPITAL.

"Les syndicats italiens cherchent à limiter eux-mêmes le droit de grève", tel est le titre d'un article dans un quotidien parisien (22/9). Mais que font chaque jour les syndicats, en Italie comme en France et ailleurs, sinon de limiter les grèves elles-mêmes, en les cassant à qui mieux-mieux. Cela prouve que, face aux luttes sociales, les syndicats sont de plus en plus obligés de faire appel à la répression directe pour mâter celles-ci. Alors, faudra-t-il se laisser manipuler et museler par ces appareils et leurs coreligionnaires : les Partis ? Devrons-nous nous laisser bercer par les illusions électorales, échéances qui sont toujours celles du capital ?



Le seul moyen pour lutter efficacement contre le système et ses laquais, c'est non seulement de se libérer du carcan syndical, mais aussi de toutes les illusions que le capital a semées dans la tête de certains travailleurs, telles le rachat par les ouvriers de leurs usines en faillite comme si la crise du capital était une simple crise de gestion et non celle d'un système de production. Comment croire que l'on peut sauver ici et là quelques dizaines d'ouvriers alors que nous sommes des millions au chômage ? En ce sens, la réticence des syndicats eux-mêmes à reprendre les entreprises en faillite en dit long sur la viabilité de cette solution restreinte et corporatiste.

Pour avoir, au tournant de l'été, achevé à terre nos camarades de Longwy, Denain ou ailleurs, l'Etat, les patrons, les syndicats et les partis ont cru que les travailleurs avaient oublié les leçons de l'hiver sidérurgiste. Ils se trompaient. De nouveau, les ouvriers se sont affrontés aux forces de répression étatique, cette fois-ci à Cherbourg. Certes, la solidarité des travailleurs des Arsenaux qui avaient pourtant mené une longue grève au printemps dernier, ne s'est pas manifestée vis-à-vis de ceux de Lardet-Babcock subissant les licenciements :

"A part quelques-uns, ils n'ont pas bougé, pourtant toutes les boîtes les ont aidés eux, quand ils en ont eu besoin" dira un ouvrier de Babcock.

Cela met nettement en valeur le caractère uniquement corporatiste de la dernière grève aux Arsenaux, malgré son aspect de conflit "dur" ! Néanmoins, les ouvriers de Babcock ne furent pas seuls car la solidarité active d'autres secteurs et celle des jeunes chômeurs se manifesta largement tout au long des affrontements.

Les luttes récentes de Cherbourg ont encore démontré que les travailleurs pouvaient et surtout devaient agir par eux-mêmes, qu'à l'écoeurement face aux manoeuvres syndicales et partidaires devait faire place la dénonciation impitoyable de ces appareils du capital. Notre lutte n'a pas à se cantonner seulement dans la résistance aux attaques du système car celle-ci est illusoire face au capitalisme qui nous presure chaque jour davantage par rapport aux miettes qu'il est parfois contraint de laisser.

Prendre nos affaires en mains c'est imposer l'autonomie et la solidarité prolétariennes. Il est vital de dépasser le terrain revendicatif, de nous organiser en-dehors des syndicats et contre eux, de faire de chaque Assemblée Générale un véritable lieu de discussions et de prise de décisions , un lieu où chaque travailleur, sans arguer de quelque qualité que ce soit, doit prendre la parole pour ne plus la laisser aux porte-paroles syndicaux...de l'Etat capitaliste ! Il faut se regrouper sur nos lieux de travail et au-delà d'eux pour que chaque lutte soit un pas vers l'auto-organisation de la classe, un moment dans le combat pour l'abolition du salariat et de l'économie marchande.

Directeur de publication: E.HARBI
Imprimeur: G.TAUTIN_4,passage Dieu75020PARIS

Dépot légal: 4e trimestre 1979
Commission paritaire des publications et agences de presse N°57578

LES ILLUSIONS SUR LA "NATION BASQUE" LIBERATRICE

I- LA SITUATION ACTUELLE EN ESPAGNE : "DIVISER POUR REGNER" !

Alors que la classe politique s'attendait à de longues négociations, un accord fut signé, le I7 juillet 79 à Madrid, sur le texte du Statut d'Autonomie pour les provinces basques. Le Ier ministre, Adolfo Suarez, était monté en première ligne pour accélérer la mise au point de ce texte en compagnie de Carlos Garaitcoechea, président du Parti Nationaliste Basque (P.N.V) et du Conseil Général Basque. Les nationalistes d'Euskadi, partisans de la négociation, obtinrent donc des concessions importantes du pouvoir central en matière de fiscalité, de sécurité sociale, d'enseignement et de radio-télévision.

Après avoir suspendu sa "guerre des vacances" qui visait à saboter la saison touristique et à priver l'Etat espagnol de sa source la plus importante de revenus, l'E.T.A branche "politico-militaire" s'était également déclarée en faveur de ces négociations, disant que la reprise éventuelle des attentats dépendrait du sort réservé au Statut d'Autonomie. Ainsi, à l'annonce de la signature de l'accord, Juan-Maria Bandrès, député d'Euskadido Eskerra, la gauche nationaliste qui est le porte-voix légal de cette branche de l'E.T.A, se montra optimiste :

"Après trois guerres civiles, cela équivaut à la signature d'un traité de paix".

Mais, pour tenter de faire pression sur le gouvernement de Madrid à propos du transfert en Euskadi des militants de l'E.T.A emprisonnés à Soria et du problème de l'amnistie en général, les "poli-mili" reprirent leurs attentats. Ce qui aboutit à la sanglante journée du 29 juillet à l'aéroport de Barajas et dans les gares de Chamartin ainsi que d'Atocha (Madrid), bilan : 6 morts, 93 blessés. Devant le tollé général qui s'ensuivit, y compris parmi les partisans de l'autre branche de l'E.T.A, la "militaire", puisque le parti Hasi - intégré dans la coalition Herri Batasuna - publia un communiqué pour condamner des attentats "injustifiés", "absurdes" ainsi qu'une action "contre-révolutionnaire et incohérente", les "poli-mili" annoncèrent une nouvelle fois l'arrêt de leur campagne armée. Ayant réuni "en secret" quelques journalistes (avec la cérémonie clandestine habituelle : passe-montagnes, lunettes noires), ils firent même "l'auto-critique publique" à laquelle les avait invités Euskadido Eskerra considérant le Statut d'Autonomie comme "un premier pas important vers l'indépendance de l'Euskadi" (!).

Cependant, depuis le 24 juillet, en revendiquant le meurtre d'un "mouchard", l'E.T.A branche"militaire" était rentrée en action à sa façon contre ce projet de Statut qualifié d'entente "conclue dans le dos du peuple basque avec le gouvernement de l'oligarchie espagnole". D'une part, elle proclama que la lutte armée se poursuivrait "tant que le peuple travailleur basque n'aura pas un authentique régime démocratique, qui suppose la rupture définitive avec l'actuel régime de dictature militaire de Juan Carlos". D'autre part, les "commissions pour l'amnistie au Pays Basque", l'un de ses relais politiques légaux, annoncèrent une campagne de soutien aux réfugiés basques soumis à la répression de l'Etat français (ainsi Giscard fut pendu en effigie sur plusieurs places publiques d'Euskadi !).

Comme le projet de Statut d'Autonomie devait être soumis assez rapidement à référendum dans les provinces basques concernées, les partis favorables à celui-ci commencèrent dès le mois d'août à accélérer les préparatifs pour la campagne électorale qui fut fixée entre les 4 et 24 octobre prochains. Le référendum doit en effet avoir lieu le 25 octobre, date doublement symbolique : ce jour-là, les catalans voteront également pour leur propre autonomie et surtout elle rappelle qu'il y a I40 ans, vaincus dans la Ière guerre carliste, les basques perdirent leurs privilèges ("los fueros") que la monarchie espagnole avait respectés durant 6 siècles. Une course de vitesse s'engagea alors avec les séparatistes de l'E.T.A "militaire", son but : gagner l'opinion basque ! Il est évident qu'un vote trop favorable au Statut enlèverait à ces derniers la possibilité d'agir "comme des poissons dans l'eau" en Euskadi. A l'offensive des "mili", le P.N.V opposa l'opération de prestige consistant à organiser le retour de Jésus Maria de Leizaola, le "lendakari", président en exil du gouvernement basque formé en I936 au début de la guerre civile.

Herri Batasuna, la coalition "abertzale" représentante politico-légale de l'E.T.A "militaire", se lança dans la bataille électorale en préconisant l'abstention sans désavouer ceux qui diraient "non" au Statut de Guernica. Elle concentra ses attaques sur 4 points essentiels : - l'exclusion de la Navarre de la future "Euskadi Autonome"; - l'absence de négociations directes et publiques entre l'E.T.A "militaire" et le gouvernement de Madrid; - la conformité du Statut avec la Constitution que les provinces basques avaient rejetée par une abstention de 60% en déc.78; - la possibilité d'intervention du gouvernement espagnol dans plusieurs domaines, notamment dans celui de l'implantation de centrales nucléaires en Euskadi. Aux élections générales (Cortès) du Ier mars 79, Herri Batasuna avait obtenu 27% des voix et espère bien améliorer ce score en passant pour l'organisation nationale la plus radicale face au compromis du P.N.V et au ralliement de Euskadido Eskerra (E.T.A "poli-mili") à celui-ci ! Son opération de prestige consiste à montrer que ses représentants sont les meilleurs défenseurs, les "incorruptibles" de l'indépendance basque. Ainsi, l'un d'entre-eux, Yosu Osteriz, conseiller municipal de Pampelune, déclara en réponse à un conseiller de l'U.C.D (parti "centriste" de Suarez) :"Nous autres, nous réaffirmons que la Navarre fait partie de l'Euskadi...Nous ne sommes pas espagnols et dire que nous le sommes est une insulte" ! (cf."El Pais", I9/8/79). Sur le plan culturel, les conseillers de Herri Batasuna décidèrent à Lejona (près de Bilbao, 23000 hab.) de changer le nom d'une place : de Miguel de Cervantès - auteur considéré comme l'expression de la domination linguistique du castillan -, elle devint celle de...Nicolas Ormaechea Orixe, poète et traducteur, habitant de St-Sébastien, mort en I96I ! Ils eurent le soutien

du P.N.V malgré l'opposition d'Euskadido Eskerra, du P.S.O.E et du P.C.E (cf."La vengeance du Biscayen", article dans "Cambio I6", 2/9/79).

En plus de ce genre "d'actions", la coalition H.B se distingua en réclamant un débat public avec le P.N.V sur le projet de Statut.

Le premier week-end de septembre, de nombreuses manifestations interdites par l'Etat espagnol eurent lieu dans les principales villes d'Euskadi pour protester contre les mesures répressives du gouvernement français à l'égard des réfugiés basques (emprisonnements, assignations à résidence hors des Pyrénées-Atlantiques et loin de la frontière en général,...). L'assassinat d'un jeune manifestant de I8 ans (Ignacio Quijera) par les brigades anti-émeutes (coup de feu au thorax) le samedi Ier, à St-Sébastien, déboucha sur une grève générale largement suivie le lundi 3 et sur de violents affrontements (barricades, cocktails Molotov,...) au cours desquels un autre jeune homme, de I6 ans (Lisardo Cano) fut grièvement blessé, également à St-Sébastien. Herri Batasuna convoqua les principaux rassemblements de protestation et organisa la résistance dans les rues en bénéficiant du soutien de la majorité des partis politiques basques condamnant "l'action brutale" de la police et "exigeant" la démission du gouverneur civil de Guipuzcoa. La coalition indépendantiste marqua donc des points dans sa stratégie de lutte nationale puisque non seulement le P.N.V mais également le P.S.O.E et le P.C.E, pourtant hostiles à ses thèses séparatistes, se rallièrent à sa dénonciation de la police et des autorités espagnoles. Carlos Garaitcoechea, le leader du P.N.V, entama de son côté des démarches auprès de Suarez pour créer une commission mixte (formée de responsables basques et espagnols) qui serait chargée d'assurer l'ordre public en Euskadi.

Face à tous ces évènements récents, il apparaît clairement que :

a) L'Etat espagnol, devant la crise économique qui touche les provinces les plus riches (Catalogne, Euskadi), s'efforce de "Diviser pour Règner" (vieux principe qui a fait maintes fois ses preuves !) : d'un côté, tout en donnant satisfaction à certains de ses adversaires bourgeois autonomistes, il reporte sur eux l'essentiel du poids de la gestion de cette crise qu'ils devront affronter avec leurs propres moyens, y compris bientôt en faisant "leur" ordre public (!); de l'autre, il en profite pour isoler le mécontentement des travailleurs région par région : découpé en rondelles de saucisson, le prolétariat aura beaucoup plus de mal pour trouver son unité indispensable et affirmer son autonomie non pas nationale mais de classe c'est-à-dire ouvrière et sociale. Le gouvernement Suarez fera de même avec la Galice, le Pays Valencien, l'Andalousie,..., si la situation devenait également explosive dans ces régions-là.

Le "Spectacle" de l'E.T.A, branche politico-militaire

b) Les Nationalistes de tous poils, qu'ils soient "modérés" (ceux qui acceptent le compromis sur l'Autonomie avec l'Etat espagnol) ou "radicaux" (indépendantistes à la façon de Herri Batasuna), participent au dévoyement du mécontentement des travailleurs face à la crise en empêchant qu'il s'exprime sur le plan social par la lutte des classes. Tous les Mythes qu'ils agitent (Race, Culture, Langue,...) ne contribuent qu'à renforcer la division au sein du prolétariat Par là, la politique des nationalistes basques se place sur le même terrain que celui de l'Etat espagnol : le terrain du capital !

II- LES ILLUSIONS D'"ASKATASUNA"...ET DE BEAUCOUP D'AUTRES.

"Nous devons faire comprendre aux anarchistes espagnols qu'on peut être anarchiste, en étan d'abord basques"

Philippe Oyhamburu (interview à "Askatasuna", n°0, 2e époque, Mai 79).

Askatasuna est la revue d'un Collectif Libertaire d'Euskadi (Apartado de Correos I682, Bilbao) dont le local avait été détruit - il y a un an environ - par le groupe fasciste s'intitulant "Los Guerilleros del Cristo Rey". Depuis I97I, les activités de ce Collectif s'étaient faites en liaison avec le mouvement anarchiste espagnol en général, et avec la C.N.T en particulier, lorsque celle-ci se reconstitua légalement durant la période dite de "transition démocratique" qui suivit la mort de Franco. En désaccord avec les thèses de la C.N.T sur un fédéralisme conçu en fonction du cadre de l'Etat espagnol avant d'être inter-nationaliste, ceci excluant l'autonomie des "nationalités opprimées" comme l'Euskadi (Askatasuna demandait sa reconnaissance intégrale et son affiliation directe à l'A.I.T), il fut ensuite exclu de la "Confédération" qui, par ailleurs, en revenait de plus en plus à sa tradition anarcho-syndicaliste. La revue Askatasuna devint alors l'organe d'un groupe "indépendant" cherchant à développer son intervention avant tout au sein du mouvement "basque".

Après quelques mois d'interruption nécessités par les conséquences de l'attentat (problèmes financiers, techniques,...), la publication a repris sous la forme d'une nouvelle série. Ainsi dans le numéro de lancement (Mai 79), l'on peut lire un article, au titre alléchant et prometteur :"L'Illusion de l'Etat Basque Libérateur" (!) dont l'auteur, Mikel Orrantia "Tar", a aussi écrit un petit livre intitulé "Pour une Alternative Libertaire et Globale" (éd. Zéro-Zyx, Madrid). Effectivement, il y a quelques passages intéressants critiquant l'Etat et le nationalisme :

"Pour nous autres le nationalisme historiquement n'est pas plus que l'expression politique d'un Etat. Nous pensons que tout Etat politique pour se consolider nécessite une base nationaliste et pour cela nous le rejetons. Nous nous opposons à un Etat basque..." (n°0, p.6);

"Le nationalisme continue à être actuellement et dans le monde entier, l'idéologie de base du soutien politique de l'Etat qui nous domine aujourd'hui ou qui nous dominera demain, manipulé par le pouvoir ou l'opposition constituée en pouvoir alternatif si l'occasion se présente. Les idées nationalistes continuent actuellement à semer la confusion au bénéfice des minorités privilégiées et exploiteuses; soit par le nationalisme "réactionnaire" des Etats constitués ex-

istants, soit par le nationalisme "révolutionnaire" des projets de construction de nouveaux Etats issus des luttes de libération nationale ..." (n°0, p.8);

"Le nationalisme, ne l'oublions pas, a conduit l'humanité à beaucoup de guerres inter-impérialistes qui ont vu s'affronter les travailleurs-citadins des différents Etats nationaux, mourant comme des misérables, en défense des intérêts exclusifs de leurs bourgeoisies ou bureaucraties respectives. Le nationalisme est un élément idéologique qui crée, d'un côté l'interclassisme au préjudice des intérêts ouvriers, et d'un autre la prise du pouvoir, si prise il y a, par les castes technobureaucratiques qui remplacent la bourgeoisie si celle-ci n'a pas été capable de conduire la lutte, et acquièrent avec le temps leurs privilèges exclusifs de classe dominante aux dépens de la majorité des travailleurs-citadins qui continuent à être dominés" (idem);

Voilà, on pourrait presque applaudir des deux mains et se féliciter qu'au Pays Basque existent des internationalistes intransigeants ...si ces passages que nous venons de citer n'étaient pas noyés dans une dangereuse confusion, pour ne pas dire plus ! En effet, que l'on en juge :

I) D'abord, contre le fédéralisme étatique de la C.N.T et bien sûr contre le centralisme "marxiste" expérimenté par la Social-Démocratie et le Léninisme (prise du pouvoir politique), Askatasuna ne fait que ressusciter les grands Mythes Anarchistes du I9e siècle, propagés par exemple par la Fédération Jurassienne. Pour abolir l'Etat, il suffirait de développer un fédéralisme des "vraies nations" (ou régions autonomes), la révolution sociale étant conçue comme l'établissement d'une "Contre-Societé" dans laquelle s'épanouïraient les "communautés nationales" (!) représentant de fait la négation de l'Etat et du système capitaliste :

"Pour nous autres, les travailleurs, la libération de notre communauté nationale peut seulement suivre un chemin : nous emparer collectivement de la gestion de la societé, en éliminant le capitalisme et l'Etat par le moyen de la révolution sociale et en étroite collaboration internationaliste avec le reste des travailleurs-citadins de l'Europe et du Monde. Un "internationalisme" qui ne peut continuer à signifier, sous l'influence du nationalisme étatique, "INTERETATISME", mais un authentique INTERNATIONALISME qui signifie la relation entre des communautés nationales en marge des états et contre-eux. Dans lequel, la communauté nationale des travailleurs-citadins sera la base d'une nouvelle organisation mondiale de la production, de la distribution et de la consommation communistes autogérées et dans une situation d'entière liberté et de fraternité mondiales" (n°0, p.9).

Sous couvert de faire du "neuf", Askatasuna réanime surtout des "vieilles lunes" : les Nations en devenir, celles des peuples opprimés ou des "travailleurs-citadins" (!) ne donneraient pas naissance à des Etats ! Par l'opération sans doute de Sainte-Autogestion, elles ne signifieraient plus : exploitation de l'homme par l'homme, mais : libération sociale ! C'est déjà ce qu'avait proclamé Bakounine en I87I :

"L'Etat n'est pas la patrie, c'est l'abstraction, la fiction métaphysique, mystique, politique, juridique de la patrie. Les masses populaires de tous les pays aiment profondément leur patrie; mais ceci est un amour réel, naturel. Il ne s'agit pas d'une idée, il s'agit d'un fait. Pour lui, je me sens franchement et sans cesse le patriote de toutes les patries opprimées"

Circulaire à mes amis d'Italie (cité dans "Historia Libertaria" p.I2-I3, n°5, mai-juin 79).

Quant aux thèses d'Askatasuna s'efforçant de justifier le devenir libérateur des Nations opprimées et de la Nation Basque en particulier par le biais du nécessaire épanouissement des spécificités linguistiques, culturelles et autres, là-aussi ça sent le réchauffé. Curieusement en effet, ces sortes de revendications sont très proches de celles exprimées au début du siècle par le courant Social-Démocrate dont le chef de file était Otto Bauer et qui, pour s'émanciper de la tutelle allemande, réclamait l'autonomie des Nations opprimées dans le cadre de l'empire austro-hongrois avant la guerre de I9I4 (pour cette raison, on désigne d'ailleurs ce courant sous le terme d'austro-marxisme).

Si la confusion se limitait à cette sauce moderniste des vieux principes libertaires, il y aurait déjà eu beaucoup de discussions à mener avec Askatasuna. Mais malheureusement ce n'est pas le cas ! Et le débat que nous voudrions instaurer s'avère extrêmement difficile car, en toute logique, la confusion théorique s'accompagne d'un opportunisme dans la pratique.

2) Loin d'appliquer ses "grands principes", Askatasuna ne fait que les renier dans la réalité actuelle, à l'image de la C.N.T soutenant l'Etat républicain espagnol après juillet 36 et y participant (les fameux "ministres anarchistes" !) au nom de la politique antifasciste". Dénonçant "l'illusion de l'Etat basque libérateur", le collectif libertaire qui s'exprime à travers cette revue, soutient - certes de façon "critique" comme tous les gauchistes - mais en y militant à l'intérieur par souci d'efficacité (!), la principale coalition basque de gauche, favorable à l'instauration d'un Etat indépendant et porte-parole légal de l'E.T.A branche militaire :

"Notre position actuelle d'appui critique à HERRI BATASUNA n'est en aucune façon le fruit de l'improvisation ou de l'opportunisme qui n'a jamais caractérisé l'action de notre collectif, pour la constatation publique de celle-ci nous renvoyons aux années écoulées depuis notre naissance comme force autonome en I97I (...) Avec tous ses défauts et insuffisances, Herri Batasuna est l'unique force politique qui s'est engagée dans la défense radicale des intérêts les plus ressentis par notre peuple travailleur et qui regroupe en son sein l'immense majorité des socialistes indépendants, des autonomes, des libertaires, des sans définition, etc..., d'Euskadi. Dans le choix entre l'inopérance et la solitude de la Tour d'Ivoire des positions "correctes" et la participation, l'enseignement et l'apprentissage de la voie révolutionnaire, de la pratique et de la réflexion permanentes, nous avons toujours opté pour la seconde attitude. Aujourd'hui elle s'appelle Herri Batasuna. Nous ne savons pas comment elle s'appellera demain"

De "Askatasuna" pour le plus grand nombre de gens (n°I, 2e époque, juin 79, p.5).

La formation d'un Etat n'a pas cessé de s'affirmer dans la pratique, avec armes et bagages, comme étant le but des nationalistes basques. Et nos "libertaires" d'Askatasuna, sûrs de leur "Alternative Globale" et des vertus purificatrices du mouvement national, n'ont donc pas trouvé mieux pour préparer l'Abolition de l'Etat qui, en théorie n'est pas libérateur, que de soutenir les plus chauds partisans...de l'instauration d'un Etat Basque !!! Aussi cela donne tous les ingrédients d'une politique bourgeoise "radicale", que l'on accompagne bien entendu de critiques pour mieux la faire passer :

- Nationalisme "révolutionnaire", frontisme, création d'une "dynamique populaire" :

"Le nationalisme révolutionnaire, aujourd'hui en Euskadi, est une plate-forme d'unité révolutionnaire, étant données les circonstances qui l'entourent et son contenu déstabilisateur qui crée et développe de l'inquiétude et suscite des interrogations qui requièrent des réponses collectives et une participation populaire" (nº0, p.8);

- Terrorisme, putchisme, "réveil des consciences", indépendance nationale :

"De là le facteur fondamental qu'a signifié l'E.T.A et son activisme militaire, dans le radicalisme et dans la grande participation solidaire, auto-organisée et autonome, existant aujourd'hui en Euskadi, qui malheureusement ne trouve pas de parallèle dans d'autres zones de l'Europe largement significative. Mais le "nationalisme" est toujours confus et porteur d'éléments profondément réactionnaires; ainsi nous sommes obligés de le dépasser sans que cela signifie, au contraire, l'abandon des luttes pour l'indépendance et la liberté nationale basques dans les mains de la bourgeoisie ou des bureaucraties de n'importe quel genre qu'elles soient", (idem);

- Electoralisme :

"Enfin, nous pensons qu'il est nécessaire de démystifier le vote (inclu le nôtre pour Herri Batasuna)...A notre avis, la position de ceux qui ne votent jamais contribue autant à la mystification du vote que celle de ceux qui votent toujours. Les deux choses sont concéder trop d'importance au vote, lui donner un pouvoir pour lui-même, indépendant de nous-autres qui sommes ceux qui l'émettons ou cessons de l'émettre. L'histoire nous enseigne que les libertaires de cet Etat ont voté et ont cessé de voter toujours en fonction de ce qui leur a paru bien, c'est ce que disent les diverses interprétations de cette histoire (y compris aussi quelques variantes libertaires" (nº I, p.6);

.....

Sur le Statut d'Autonomie, Askatasuna - dans une entrevue effectuée par un journaliste de la revue basque "Punto y Hora" (sept/oct. 1977) - exprimait la position suivante qui sera peut-être quelque peu modifiée à la suite des évènements de cet été et de la perspective du référendum pour le 25 octobre (à vérifier dans le nº3 d'Askatasuna qui devrait paraître ce mois-ci !):

"OBJECTIF : LA CONFEDERATION DE COMMUNES LIBRES D'EUSKADI.

Pensez-vous à une Euskadi autonome et fédérée avec toutes les nationalités de l'Etat espagnol ?

Ceci est un problème très complexe qui en tant qu'anarchistes nous met le dos au mur. Par exemple, le statut. Que faire avec lui ? Le statut selon nos conceptions antiparlementaires est absolument insuffisant et il n'est pas davantage que la réponse de la bourgeoisie basque à la question nationale. Cependant il ne fait pas de doute pour nous que c'est un pas en avant à partir du moment où l'on peut éviter la répression sur notre culture, nos formes de vie, etc...En ce sens nous ne le rejetons pas mais nous ne l'appuyons pas non plus..." (nº0, p.6).

Décidément le chemin de l'Abolition de l'Etat est pavé de mauvaises intentions...étatiques !!!

Mais comment expliquer l'existence d'une telle mixture confusionniste qui débouche sur le dévoyement du prolétariat de son terrain de classe et aboutit, si l'on ne rompt pas avec l'opportunisme, à mener une politique contre-révolutionnaire sur le plan social ?

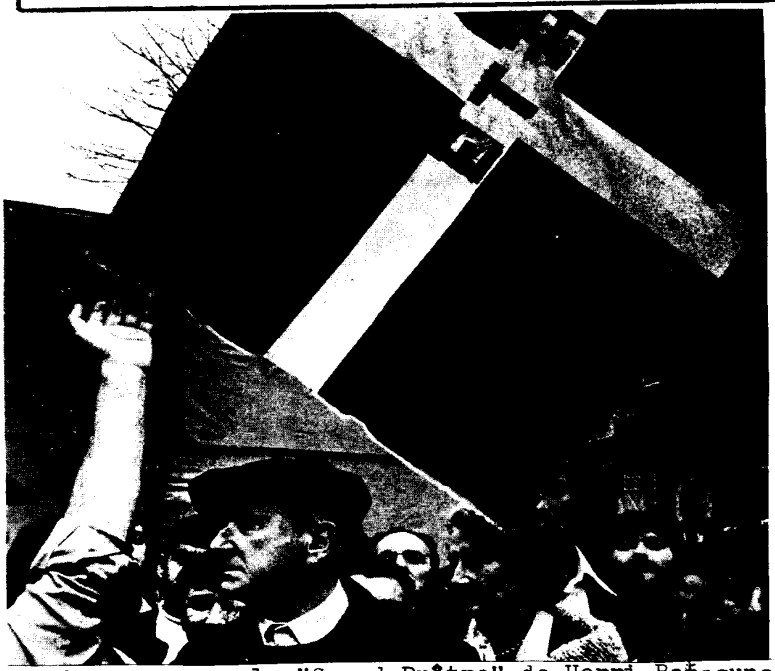
La suite de cet article paraîtra dans le prochain numéro de J.T (nº29 - déc.79/jan.80) :

III- LES RACINES DE LA CONFUSION.

IV - POSITIONS INTERNATIONALISTES INTRANSIGEANTES SUR LA QUESTION NATIONALE.

Pour contribuer au débat international, le texte de l'article a été envoyé en entier aux groupes suivants :

- Collectif pour l'Autonomie Ouvrière (Madrid);
- Collectif "Seisdedos" - C.E.D.A.C (Barcelone);
- Editions Etcétéra (Barcelone);
- Collectif ex-Emancipation (Valence);
- Collectif Libertaire "Askatasuna" (Bilbao);
- Collegamenti (Milan);
- Kronstdat Kids (Londres);
- Revolutionary Struggle Tendency (New-York);
- Root and Branch (Somerville, MA - U.S.A);
- Collectif "Subversif" (Amsterdam);
- Minus 5 (Hong-kong).



Telesforo Monzon, le "Grand Prêtre" de Herri Batasuna qui appartient à la haute bourgeoisie basque (!).

"Une des particularités des révolutions réside dans le fait qu'au moment même où le peuple paraît être sur le point de franchir un grand pas et d'inaugurer une nouvelle ère, il succombe à des illusions du passé et place tout le pouvoir et l'influence, si chèrement conquis, entre les mains d'hommes qui représentent, ou sont supposés représenter, le mouvement populaire d'une époque déjà terminée. Espartero est un de ces hommes traditionnels que le peuple a l'habitude de se charger sur le dos dans les moments de crises sociales et qui, comme le vieux pervers qui enfonce obstinément ses jambes autour du cou de Simbad le Marin, sont ensuite très difficiles à renverser".

K.Marx (articles sur l'Espagne dans le "New-York Daily Tribune", 1854-56).

LA POUDRIERE IRANIENNE !

L'attention générale pour la situation iranienne qui avait accompagné le renversement du Shah et les premiers pas du nouveau pouvoir, est aujourd'hui tombée. L'Iran, entré dans l'ère de la République islamique, reste pourtant d'actualité. La tempête n'est pas calmée, tant s'en faut, au grand dam des nouveaux gérants du capital iranien.

Au cours des mois précédents, si la situation s'est clarifiée, c'est dans le sens d'une délimitation plus nette des fractions en présence et de la domination écrasante du camp religieux, avec son chef Khomeiny, plus que dans la voie de la résolution des problèmes intérieurs et extérieurs.

L'Iran reste toujours une poudrière. A cela, plusieurs raisons :

LES ALEAS DU TOTALITARISME :

- La mainmise du courant islamique, effective sur la quasi-totalité du pays et de ses institutions, ne s'est pas faite - c'est le moins que l'on puisse en dire - dans une atmosphère de totale sérénité.

La fusion forcée du Conseil de la Révolution et du gouvernement qui avait vu ses pouvoirs s'effilocher de jour en jour (au point de provoquer la demande de démission, refusée par Bazargan, de II de ses membres !), l'éviction des chefs militaires les moins soumis et l'auto-proclamation de Khomeiny au poste de chef d'état-major de l'armée, la censure puis l'interdiction de tous les journaux jugés un tant soit peu déviants de la "ligne islamique", l'anathème et l'agression contre tous les individus ou organisations qui ne se réclament pas de la pensée du Guide, etc..., tout cela, dans un climat généralisé de chasse aux sorcières, d'arbitraire et de répression, n'a pas contribué à élargir l'audience du courant islamique et de son chef. Celui-ci, aux yeux de nombre d'iraniens, a perdu son prestige de leader spirituel et de "rassembleur de la Nation", apparaissant ainsi pour ce qu'il est : le chef d'un courant politique particulier, qui plus est le plus réactionnaire qui soit actuellement en Iran !

UNE ECONOMIE ENRAYEE :

- Ces aléas de leur politique serait sans doute le moindre mal pour Khomeiny et ses partisans, s'ils ne devaient pas compter avec la crise et ses conséquences : désorganisation de l'économie iranienne, nombre élevé de chômeurs et mécontentement général qui gagne l'ensemble de la population, entraînant de fréquents arrêts de travail, de grèves contre lesquelles menaces et injures sont jusqu'à présent restées sans grand effet. La chute de la production pétrolière et donc des exportations demeure l'exemple le plus frappant de cette situation économico-sociale.

UN EMPIRE FISSURE :

- Autre problème majeur : la résurgence des tendances autonomistes et nationalistes qui s'est produite depuis l'éviction du Shah.

Il ne faut pas oublier en effet que l'Iran, comme nombre d'Etats du Proche et du Moyen-Orient, est composé de plusieurs nationalités (cultures, confessions religieuses différentes) qui se sont souvent affrontées dans le passé.

Le changement de régime n'a fait que raviver le feu qui couvait sous la cendre et il était apparu pour ces nationalités comme l'espoir de voir reconnaître leurs "identités ethniques". Le désenchantement fut rapide. Passé le temps des promesses de la période précédant la chute du régime impérial, les revendications autonomistes se sont heurtées à l'intransigeance centraliste du nouveau pouvoir. De l'appel au boycott des élections (lancé par les leaders kurdes et d'Azerbaïdjan) jusqu'aux premiers affrontements, il aura fallu à peine 2 mois ! Si dans l'Azerbaïdjan comme au Khouzistan et au Turkménistan, les tentatives d'opposition furent rapidement étouffées dans l'oeuf, il n'en alla pas de même pour les Kurdes qui forment un ensemble de 5 millions de membres (la plus forte ethnie non-Perse de l'Iran qui compte 30 millions d'habitants au total) et qui sont soudés par une forte structure tribale et religieuse (sunnite), ainsi que par une tradition de lutte nationale remontant au début du siècle. De plus, des liens étroits unissent ces Kurdes d'Iran au reste de leur ethnie, soit IO millions de membres disséminés en Turquie, en Syrie, en Irak et même en U.R.S.S à la suite des divers traités inter-impérialistes issus des 2 guerres mondiales (repartages successifs du monde).

L'intensité de la répression depuis cet été (dans laquelle l'armée s'est illustrée, regagnant par là sa cote d'amour parmi les "masses khomeinystes" !) fut à la hauteur des inquiétudes du régime islamique, aussi centralisateur que la dynastie Palhavi et opposé à tout ce qui pourrait apparaître comme une atteinte à l'intégrité de son empire, en risquant d'avoir un effet contagieux !

LES ENJEUX INTER-IMPERIALISTES :

La désagrégation de l'empire des Palhavi et l'instauration d'un régime s'appuyant sur le cimeterre et le coran ont bouleversé également bien des données de la situation au Proche et au Moyen-Orient.

Un an après, la situation semble pourtant se clarifier sur le plan des influences impérialistes :

- le retrait iranien de l'orbite U.S, même s'il est réel par rapport au rôle privilégié que jouait le Shah dans la région en faveur des intérêts américains, n'est pourtant qu'assez relatif sur beaucoup de points. En effet, les E-U conservent encore des atouts non négligeables :

  • par leur position de fournisseur d'armes et de technologie indispensable vis-à-vis de l'Iran qui s'est rapidement aperçu qu'il ne pouvait se passer de leur assistance;

  • par le fait que l'anti-soviétisme viscéral du régime islamique le place en situation de défenseur somme toute aussi valable que le Shah face aux ambitions de l'U.R.S.S. Ainsi, le soutien de l'iran khomeinyste aux insurgés afghans contre leur régime pro-russe, diminue la marge de manoeuvre de Moscou.

Ceci est d'ailleurs clair dans l'attitude de l'impérialisme russe qui, après avoir applaudi au renversement du shah et soutenu les premières mesures anti-U.S de la république islamique, révise sa position notamment depuis la mise au ban du P.C iranien (Toudeh) et la répression qui s'est abattu ces derniers mois sur celui-ci.

- Enfin, le risque de catalyseur que les pays voisins craignaient de voir jouer par l'Iran chiite vis-à-vis des représentants chez eux de ce courant religieux, semble s'atténuer du fait des difficultés internes du régime.

Un statu-quo s'est établi dont on a pu voir un exemple récent lors des combats entre l'armée et les guerilleros kurdes. Le droit de poursuite réclamé par le gouvernement iranien s'est heurté au refus de la Turquie où existe une forte communauté kurde et qui tient à la tranquillité de celle-ci.

suite p.12

avec le : **CORRESPONDANCE**

Groupe Ouvrier Autonome

peugeot-sochaux

Lors de la Réunion Nationale du PIC des 28-29 Avril 1979, nous avons décidé de publier une partie de la correspondance que notre groupe à eu avec le Groupe Autonome Ouvrier de Peugeot-SOCHAUX.
Quelles sont les raisons qui nous ont amené à prendre cette décision, ?

La première c'est que les coups de boutoirs que la Crise du Capital fait subir aux travailleurs à entrainés ceux-ci,cette année à radicaliser leur combat contre le système capitaliste. Et nous pensons, et espèrons que les débordements ouvriers qui ont eu lieu vont peut-être permettre un dégagement, dans le prolongement des luttes, de travailleurs qui vont tendre à s'organiser eux-mêmes en groupes de travailleurs révolutionnaires sur les entreprises. Aussi , nous pensons que les problèmes abordés dans cette correspondance pourront peut-être aider à ce que les nécessaires clarifications politiques se réalisent, pour que de tels groupes puissent contribuer efficacement à l'Autonomie Ouvrière.

La deuxième, c'est que le P.I.C, n'est pas un groupe opportuniste dont l'activité est axée sur la manipulation, aussi la publication de cette correspondance, pourra montrer ce que nous entendons par clarifications et critiques politiques qui vont au fond des choses, la lecture de cette correspondance comme de celles qui les ont précédées ainsi que celles qui les suivront, apportent la démonstration que le P.I.C ne m'est jamais ses convictions politiques sous la table.

12/02/77
PIC à Groupe Autonome Ouvrier

Camarades,
Nous avons trouvé dans Libération quelques lignes vous concernant et pensant pouvoir reprendre à notre compte au moins votre slogan, nous avons décidé de prendre contact avec vous. D'après votre nom, vous vous définissez comme un groupe de travailleurs regroupés sur leur(s) lieu(x) de travail.
Pour notre part, c'est en tant que groupe "politique" (c.à dire regroupé sur une plate-forme d'ensemble) que nous agissons.
Pour commancer, nous souhaiterions connaitre de manière plus précise les bases sur lesquelles vous êtes regroupés et vos perspectives. En ce qui nous concerne, nous pensons que la lecture de nos textes (qui vous ont été déja envoyés séparément) vous donnera une idée de nos positions (à commencer par la plateforme), et en particulier ce que nous entendons par "noyaux ouvriers". Le texte "Lutter contre le chômage ou lutter contre le Capital" développe notre conception en long et en large.
Dans la mesure ou une plus ample discussion pourrait s'engager, et en particulier si vous pensez pouvoir reprendre à votre compte cette conception de "noyaux", nous souhaiterions que la discussion porte dans un premier temps (car nous n'excluons bien sûr aucun autre sujet) sur les raisons pour lesquelles vos activités sont complémentaires mais également différentes au sein de la classe.
Si nous prenons toutes ces précautions, c'est parce que nous pensons que par les temps qui courrent la notion de ce que sont (ou seront) ces "noyaux" par rapport à (aux) l'organisation(s) révolutionnaire(s) doit être très claire. Ceci afin d'éviter de tomber soit dans le piège du "parti de masse" nouvelle manière (les groupes ouvriers étant conçus purement et simplement comme des courroies de transmission de "l'organisation" avec un grand "O"), soit dans l'ouvriérisme.
Depuis peu également, nous sommes en contact avec des camarades (qui, pour la plupart d'entre eux, travaillent dans les banques) qu'une critique commune de leur pratique syndicale dans la C.F.D.T., a amené à se regrouper sous le nom d'"Autonomie Ouvrière" (voir l'article paru dans le N° 4 de la revue "Spartacus", dans le N° 12 de "Jeune Taupe" et le verso du tract ci-joint).
Nous leur avons passé votre adresse et ils doivent entrer en contact avec vous.
En espérant qu'une correspondance régulière s'engagera avec vous, amicalement, pour le PIC.
A.

Groupe Ouvrier Autonome et La Sociale

Chers compagnons,
Quelques compagnons travaillent chez Peugeot (Sochaux), d'autres dans le textile et le restant sont étudiants, chomeurs ou dans l'enseignement. Nous nous battons pour l'autonomie ouvrière, car les syndicats et les partis sont des bordels et qui ne sont que des mécanismes d'intégration à la société capitaliste. Nous voulons sortir des schémas de la droite et de la gauche et c'est pourquoi nous demandons à tous les compagnons dans notre genre de nous aider à innover et à transformer un monde archi-sclérosé.
Tous vos tracts, vos affiches,etc... seront les bienvenus pour nous.
En attendant recevez nos fraternelles amitiés.
Pour tous
S.

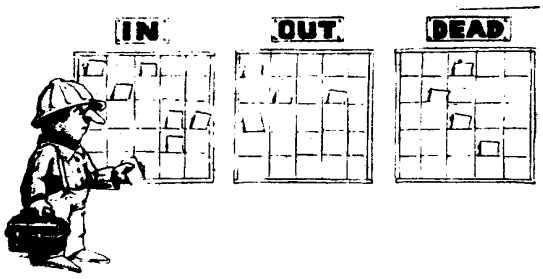
Groupe Ouvrier Autonome ou La Sociale

Chers compagnons,
Nous nous sommes regroupés 1) en groupe Autonome Ouvrier Peugeot (encore très faible) 2) En "LA SOCIALE organisation... d'une petite ville du Territoire de Belfort (3500 H.). LA SOCIALE REGROUPE BEAUCOUP PLUS D'ADHERENTS... sur des bases claires anti-hiérarchiques etc... mais il n'y a qu'une dizaine d'adhérents qui travaillent. Notre base est ouvrière à 95%, avec la sociale nous essayons de palier aux insuffisances du G.O.A.
Vos textes nous ont beaucoup plu et nous pensons qu'il est important pour nous de rester en contact permanent avec vous. Nous ne développons pas une idéologie de boutique car nous sommes contre toutes les boutiques, nous ne faisons pas d'ouvriérisme car pour nous le GRAND-SOIR se fera avec des gens de toutes les conditions sociales. L'ouvrier détient en partie la clé d'un changement social mais actuellement le slogan "SEUL L'OUVRIER EST REVOLUTIONNAIRE EST ARCHI-DEPASSE". Je suis ouvrier P1 Peugeot et je m'en rend compte tous les jours de plus en plus.
Nous vous demandons si c'est possible de nous envoyer le plus vite possible vos dernières affiches.
Nous sommes d'accord de les coller sur GIROMAGNY (une trentaine de chaque exemplaire URGENT).
Pour le G.O.A. et la Sociale
S.
Ci-joint tracts et brochures
PS Nous nous battons contre la production chez Peugeot (Sochaux). Tous les tracts - affichettes seront les bienvenues.
CONTRE LE CAPITAL IL FAUT CONSTAMMENT INNOVER AFIN DE POUVOIR LE DETRUIRE

PIC à G.A.O. Peugeot-Sochaux et à "La Sociale"

Chers camarades,
Nous avons bien reçu votre lettre accompagnée des tracts et des brochures et nous vous en remercions. En retour, nous espérons que vous aurez réceptionné les affiches que l'on vous a expédiées il y a quelques temps.
Bien sûr, nous sommes d'accord avec votre désir de rester en contact permanent.En effet, en-dehors des échanges de publications, il est nécessaire de tendre à une coordination des actions et des réflexions qui visent à développer l'autonomie ouvrière.
La situation actuelle (crise : inflation, chômage, guerre économiques,...) à l'échelle française aussi bien qu'à l'échelle internationale (cf. Italie plus particulièrement) impose aux groupes et éléments révolutionnaires de mettre sans tarder leurs efforts en commun pour parvenir à une intervention la plus efficace possible au sein de la classe ouvrière, au cours des luttes mais aussi en-dehors de celles-ci !
Pour essayer de clarifier au maximum nos positions réciproques, il faut que nos lettres aient un contenu politique enrichissant (sans négliger pour cela les rapports fraternels et chaleureux !). En ce sens nous voudrions vous inviter à un premier débat sur groupes de révolutionnaires et groupes de travailleurs communistes. Nous faisons en effet entre ces deux types de groupes une distinction qui, à nos yeux, est primordiale : c'est la seule qui permet de rejeter la conception du "parti de masse" à la façon social-démocrate ou léniniste (P.S., P.C., gauchistes, et même certains "ultra-gauches" !) ; conception dans laquelle les groupes de travailleurs (cellules ou autres) ne sont que des appendices du "parti politique" renforçant par là même le contrôle déja assuré sur la classe ouvrière par les courroies de transmission des partis que sont les syndicats.
Pour nous, les groupes de travailleurs communistes (ou "noyaux ouvriers" ; cf. le texte : "Lutter contre le chômage ou contre le capital ?", sup. n° II de J.T.) doivent être indépendants, organisationnellement et politiquement, y compris vis-à-vis des groupes de révolutionnaires avec lesquels ils entretiendes rapports. Les rapports sont établis alors sur un pied réel d'égalité même si des militants peuvent se retrouver dans les deux types de groupes. Si un groupe de révolutionnaire possède une plate-forme qui guide son activité générale, un groupe de travailleurs doit également avoir des positions de base claires qui lui permettent d'intervenir de façon régulière sur son lieu de travail.
Que pensez-vous de cela et pourriez-vous préciser :
-I) Quelles sont les positions de base précises du groupe autonome ouvrier de Peugeot ? Celle du groupe "La Sociale", en-dehors de son plus grand nombre d'adhérents ?
-2) Quels sont les rapports politiques entre les deux groupes en-dehors de leur différence d'implantation ? En particulier, que voulez-vous dire par la formule suivante "avec la Sociale nous essayons de pallier aux insuffisances du groupe autonome ouvrier" ?
En attendant une réponse à ces questions et au débat amorcé, nous vous invitons vivement à entretenir une correspondance directe et régulière avec le groupe des travailleurs des banques (Société Générale - Paris) qui vous a déja écrit. La multiplication de ce genre de contacts est impérative pour l'avenir !
Pour terminer, nous vous signalons que le tract sur les élections des délégués du personnel est reproduit dans le n°14 de J.T. qui sort cette semaine.
Saluts communistes,
Pour le P.I.C. : G.

La suite de cette correspondance paraitra dans les prochains numéros de JEUNE TAUPE.



- Entrée
- Sortie
- Mort

PUBLICATIONS DISPONIBLES

▪ La crise. Mythes et réalités	5F
▪ Plate-forme du groupe P.I.C.	2F
▪ Lutter contre le chômage ou contre le Capital ?	1F
▪ Traité de Brest-Litovsk, coup d'arrêt à la révolution	11F
▪ Rosa Luxembourg et sa doctrine	22F
▪ Leçons de la Révolution russe : 1. Les racines d'Octobre	10F
* Bulletin de Discussions Internationales N° I	4 F
* Chronique de la révolution espagnole	18 F
En Espagnol:	
▪ Plataforma Para una Intervencion Comunista - Luchar contra el Paro o contra el Capital ?	2F
En Portugais:	
▪ O Comecon e a Crise Economica Mundial	4F
En Suédois:	
▪ Plattform För ett Kommunistiskt Ingripande	1F
En Anglais :	
▪ Platform for a Communist Intervention	1F
▪ On Workers Autonomy	1F

SOUTIEN A JAMES SCHENKEL.

Le 24 Juillet 1979, PEUGEOT à licencié le camarade JAMES SCHENKEL, à la suite d'une altercation de JAMES avec son Chef d'Equipe.

JAMES est ouvrier à PEUGEOT depuis 24 Ans, il à 4I Ans, 3 enfants et pour prix de son exploitation il avait moins de 2800 Francs par mois, on comprend dès lors ce qu'il peut en coûter aux travailleurs radicaux qui préfère ne pas fermer leurs gueules sur leurs lieux de travail et y diffuser leurs idées en dehors des syndicats, plutot que de les conserver pour eux dans des cercles d'initiés.

Bien qu'étant en désaccord avec le Comité de Soutien à JAMES, car ce Comité axe sa défense sur "la liberté d'expression", concept fumeux s'il en fut et propre à semer la confusion Démocratique à profusion. Le P.I.C considère qu'il fait partie de ses tâches de contribuer, dans la mesure de ses moyens, à ce que la plus grande diffusion possible soit faite sur ce cas. Aussi nous appelons les lecteurs de JEUNE TAUPE à soutenir, en premier lieu financièrement, et par tout les moyens dont ils disposent en écrivant à JAMES SCHENKEL, 50 Fg d'ALSACE, 90200 GIROMAGNY.

MOUSSO - LA - VIE

ROBERT SALAMA est mort au début de l'été.

D'origine juive-égyptienne (né à Alexandrie en I9I9), il était non seulement un internationaliste intransigeant sur le plan des principes et du militantisme politique, mais il vivait aussi - à travers voyages et expériences - dans la recherche permanente de rapports communautaires et cosmopolites (sans se faire d'illusions sur la possibilité de les réaliser vraiment tant que le capitalisme ne serait pas détruit !).

Se riant de tout dogmatisme et ayant toujours refusé de "jouer au chef", il favorisait le dialogue ouvert et fraternel en le ponctuant d'un humour tonifiant et de gestes communicatifs ...comme par exemple une main qui se posait sur votre épaule pendant la discussion. Il incarnait tout à la fois le sel et la chaleur des rivages de la Méditerranée.

Face aux épreuves - la dernière fut cette longue maladie qui le rongeait depuis 3 ans -, il était parfois "grave" mais jamais désespéré ! Lucide jusqu'au bout des ongles, il savait faire en sorte de savourer chaque instant car c'était un "amoureux de la vie".

A 20 ans, Robert avait fait partie des rares qui ne sombrèrent pas dans l'antifascisme et qui contribuèrent en tant que Gauches Communistes à développer des positions de classe malgré la guerre impérialiste. Il appartint ainsi au groupe qui forma la "Gauche Communiste de France" jusqu'en I952, date de la dissolution de celui-ci, et il écrivit plusieurs articles dans la revue "Internationalisme".

Par la suite, durant toute la période de reconstruction capitaliste d'après-guerre, il conserva les vieilles idées léninistes sur le Parti et la Révolution russe. C'est pour cela que, s'accrochant à un concept erroné d'organisation, il milita après I968 avec le groupe constituant aujourd'hui le C.C.I.

Malgré une série de divergences importantes, il préfèra même ne pas en sortir. Et pourtant, quand il s'exprimait sur l'explication des racines de la crise et leurs implications actuelles au niveau des blocs impérialistes, sur l'analyse du processus de montée des luttes, sur la mise en avant de l'intervention nécessaire des révolutionnaires, comme sur d'autres points : application de la méthode marxiste et non pas shématisme, défense du droit de tendance et non pas centralisme organique,..., Mousso faisait craquer de toutes parts et dépassait le carcan organisationnel dans lequel il persistait à vouloir agir et convaincre.

De plus, il manifestait un intérêt très vif pour tout ce qui pouvait se faire en-dehors du C.C.I. Ainsi, outre le fait d'être abonné à Jeune Taupe, il s'efforçait de discuter fraternellement avec des militants du P.I.C chaque fois qu'il le pouvait.

Comme en Mai-Juin I968, au sein des Comités d'Action de Sarcelles ou de Paris, il essayait toujours d'intervenir en direction des balbutiements du prolétariat cherchant son Autonomie politique par rapport aux syndicats, aux partis de gauche et aux gauchistes. Il avait un seul souci : contribuer à une prise de conscience sans cesse plus grande des buts révolutionnaires parmi le mouvement de classe.

Dans l'ultime lettre qu'il m'adressa (3 février I979), Robert m'avait confié son espoir vis-à-vis de la situation :

"Longwy est en train de devenir un exemple de dépassement des syndicats. C'est très faible encore mais la crise est à un tournant d'où elle pourrait déboucher sur le plan social et politique. Que le gouvernement songe par des conversations à revaloriser les syndicats est assez significatif d'un danger politico-social (...)".

Mousso a rejoint désormais l'immense foule de tous les anonymes qui ont disparu après avoir participé - dans une période ou une autre - à la préparation de la révolution prolétarienne mondiale. A travers d'autres visages, il sera PRESENT comme eux, parmi le mouvement, lors des combats décisifs de demain.

La nuit est tombée sur la plage de Mitjorn, mais l'aube finira bien par poindre au creux des vagues.

Guy.

SUITE DE LA PAGE 9

CONCLUSION PROVISOIRE...!

En clair, le pouvoir aujourd'hui à peu près absolu du mouvement religieux sur l'Iran s'avère fragile :

- Le consensus réalisé autour de Khomeiny pour abattre le Shah s'effrite.

L'ordre règne mais au prix d'une répression continuelle qui n'est pas sans rappeller les dernières années du régime impérial et qui, rendant possible toute explosion sociale, met en sourdine les projets khomeinystes de faire de l'Iran le boute-feu de la "révolution islamique".

- L'Iran est un exemple supplémentaire des difficultés du capital à se restructurer dans un contexte général de crise.

- Les luttes, sporadiques et isolées, qui agitent la classe ouvrière face aux tentatives de remise en route de la machine capitaliste, sont l'illustration d'un combat qui laisse au prolétariat une "dose raisonnable" d'espoir !

★

SUITE DE LA PAGE 18

En espèrant vous lire.
Salutations Communistes
G. Pour le groupe de PARIS du P.I.C
P.S: Si vous n'avez pas reçus les textes et la critique, dites le nous vous les referont parvenir.

JEUNE TAUPE

Paris le I3/9/79.

Camarades,

Suite à votre demande, nous vous avions fait parvenir une critique de la brochure "Dialogue avec l'O.C.L.".
En l'absence de toute réponse de votre part, nous serions amenés à interpréter votre silence comme la volonté de mettre fin à tout rapport avec nous.
Nous pensons donc nécessaire de publier cette correspondance dans le prochain numéro de JEUNE TAUPE afin qu'elle contribue à la clarification dans l'ensemble du mouvement.

Salutations communistes.

DIALOGUE AVEC L'O.C.L. ?

Nous reproduisons ci-dessous une correspondance entre le PIC et des militants de la section d'Aix-en-Provence de l'Organisation Communiste Libertaire (Front Libertaire). Nous avons pensé que cela était nécessaire -en plus de notre aversion pour toute "diplomatie secrète"- pour deux raisons :

- le fait que nous ayons été confrontés à une pratique -correspondant pour nous à une rupture de tout rapport politique- consistant à vouloir engager un débat pour ne plus donner signe de vie aussitôt que celui-ci prend forme,
- l'intérêt général présenté par cette correspondance, au delà des deux groupes concernés.

Le I9/2/79.

P.P.
Aix-en-Provence.

Chers Camarades,

Je vous écris au nom de plusieurs militants du groupe d'Aix-e -Provence de l'OCL. Pourquoi cela ? Pour vous envoyer la brochure "Dialogue avec l'OCL", en vous demandant de nous en faire une critique écrite la plus complète et profonde possible. Je reviendrais plus en détail là-dessus plus loin. Je m'explique d'abord sur notre démarche. Depuis pas mal de temps, nous lisons et commentons régulièrement J.T.. Soit nous le trouvons en librairie, soit par abonnement (M.S. par ex.). Cette revue, avec d'autres d'ailleurs, nous a permis d'avancer dans notre réflexion politique. Elle nous a aidé à nous dégager de pas mal de positions floues. Nous sommes aussi en contact direct avec les gens de Marseille de R.I., nous allons à leurs réunions publiques (la dernière, le I6/9, sur la Gauche Allemande). Les débats avec ces camarades nous semblent très utiles, présentant beaucoup d'intérêt. Mais, leur penchant de plus en plus net (surtout ici) vers des débats avec le PCI, leur rigidité intellectuelle, leurs positions sur les GAO, leur "non-intervention", leur refus manifeste ou sournois de discuter à fond sur les positions d'autres orgas (par ex: l'un d'entre eux, pour évacuer le débat, (nous croyant, de plus, mal informé), nous disait que PIC disait que les GAO sont les embryons des Conseils ouvriers !). Tout ça donc nous met mal à l'aise, nous montre les limites qui se posent à nos relations et à notre recherche. Sans compter que pour eux, le fait de discuter signifie qu'on risque de les rejoindre un jour, et cela implique parfois une "drague" gênante. Tout cela pour vous dire que nous aimerions surtout avoir vos positions sur ce sujet proposé, et confronter nos positions. Soyons clairs: nous sommes militants de l'OCL. Militants critiques, en rupture sur certains points, lucides sur son flou théorique et sa mosaïque de courants.

Nous nous situons dans celui , majoritaire heuresement, qui se trouve à la croisée des chemins entre Commmunisme Libertaire, Conseillisme, communisme de Conseils,. Nous sommes en pleine recherche, en pleine évolution. C'est dans cette optique là que nous pensons interre-ssant que vous répondiez positivement à ce qu que nous vous demandons. Car, ce texte, positions "minimun" de l'OCL, nous semble être le plus apte à être analysé et critiqué par vous, et appele donc grâce à ça vos positions en regard des siennes. Cela nous servirait pour vous connaitre, surtout sur des positions sur laquelle nous réfléchissons, évoluons. Il nous aidera de plus dans nos débats; nous le confronterons avec celui que peut-être R.I voudra bien nous proposer, de plus nous le fournirons à toute l'OCL pour la forcer à débattre sur vos positions, qu'on ignore trop à notre goût. Et nous serons tenaces. Au passage, et à ce propos, nous voudrions vous faire quelques remarques. Dans le dernier J.T, vous critiquez à juste titre la FA et l'OCL. Seulement, l'article et votre démarche posent un gros problème . Vous vous adressez aux lecteurs anars de J.T. Très bien, et nous espérons qu'ils seront de plus en plus nombreux ! Mais, croyez-vous que cela leur sera "profitable" en employant une méthode si lapidaire, voire incantatoire ! Pourquoi ne trouve-t-on jamais vos positions et analyses précises et argumentées sur les actions et bases politiques de ces groupes ? Pourquoi n'abordez-vous pas directement les problèmes tels que "l'autonomie" (parisienne), le "renouveau (?)" de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme. "révolutionnaire" (BNP Paris, PTT Lyon gare, etc), l'activité de l'OCL ou d'autres avec la FCT des PTT (ainsi que celle-ci en elle-même) ? etc... Quand verra-t-on des critiques, quand cela vaut le coup, sur des articles, des brochures ? Sans devenir des spécialistes de la polémique, sans même avoir de débat direct avec ces groupes (à la différence de ce que vous faites (faisiez) avec RI et CPAO) ; il nous semble que ce serait une partie très riche et nécessaire de votre activité dans T.T. Une critique serrée et sérieuse de courants en rupture d'anarchisme et de gauchisme, sur des thèmes clefs, nous semble avoir un impact possible très important, et faire partie d'une des taches des fractions communistes. Nous avons d'ailleurs apprécié, dans cette optique, certains articles (chomage, GAO, féminisme, "Mundial", etc). Mais, pour certains thèmes, n'était ce pas ponctuel et pour satisfaire à une actualité qui pesait, spéctaculairement, très lourd sur ces problèmes ? Au passage, quand paraitront les brochures essentielles que vous annoncez depuis longtemps déjà (organisation, salariat, Revo Russe n° 2..)? Nous aurions beaucoup d'autre chose à dire il nous faudrait aussi sortir d'une telle lettre pour aborder d'autres problèmes. Ce sera pour une autre fois peut-être. Nous attendons d'abord le texte et certaines de vos brochures (organisation, ...). Pouvez-vous nous répondre avant la mi-Mars ? De plus, nous voulons que cette lettre n'ait pas d'écho ni dans J.T., ni ailleurs.

On vous remercie d'avance.

Au plaisir de vous lire

Pour des militants du G.C.C.(OCL) Aix.

P.

Salutations Communistes Libertaires.

Paris le 24/2/79

JEUNE TAUPE

à

P.P.
Aix-en-Provence

Camarades,

Nous venons de recevoir votre lettre. Nous vous faisons donc une première réponse rapide à celle-ci.

I- Nous sommes d'accord pour faire une critique de la brochure "Dialogue avec l'OCL". Nous ne pouvons pas vous fixer un délai pour celle-ci, dans la limite où nous tenons à faire une critique sérieuse, sur le fond, et ne pas nous limiter à quelques remarques rapides. Cela sera donc fonction de nos disponibilités, d'autant plus que l'actuelle situation sociale ainsi que d'autres tâches, nous occupent un maximum de temps.

2- Concernant vos rapports avec R.I., les "limites" que vous tracez n'ont rien de spécifique à votre région. Ce n'est pas pour rien que nous avons rompu toute relation avec cette organisation. Tant leurs positions (construction du trop fameux parti mondial unique de la révolution, qui n'a jamais été et ne sera jamais rien d'autre qu'un instrument pour la prise du pouvoir et la gestion de l'Etat, dans la perspective d'un capitalisme d'Etat qui n'ose pas dire son nom) que leurs méthodes (raccolage, mensonges, diffamations,...) les placent totalement à l'extérieur du camp révolutionnaire.

3- Quant aux brochures "essentielles" que nous annonçons depuis longtemps, les délais de parution sont liés d'une part à la surcharge d'activité du groupe, et d'autre part à notre type même de fonctionnement (élaboration collective de tous les textes, débats impliquant l'ensemble des militants) qui tout en constituant, pour nous, une nécessité politique absolue prend énormément de temps.

Donc, un peu de patience, la critique demandée va arriver ! Vous allez également recevoir sous peu les textes commandés. Nous vous joignons une liste des divers textes encore disponibles.

Salutations communistes.

POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE (JEUNE TAUPE)
à GROUPE OCL , AIX en PROVENCE

PARIS le 2Mai I979

Camarades,

Comme suite à notre lettre du 24 février I979, nous vous adressons ci-joint un texte de critique de la brochure "Dialogue avec l'OCL", qui est le produit de notre réflexion collective.

Nous vous demandons de nous excuser pour le retard apporté à ce travail, l'actualité sociale et diverses taches nous ayant par ailleurs pris un maximum de temps.

Pour ce qui est de la présentation du texte lui-même, il ne nous a pas été possible de faire un travail recouvrant l'ensemble des thèses avancées par votre organisation ; nous avons préféré dégager une série de questions nous paraissant fondamentales :

- la"définition" du communisme ;
- l'analyse de la crise ;
- l'autogestion ;
- l'organisation.

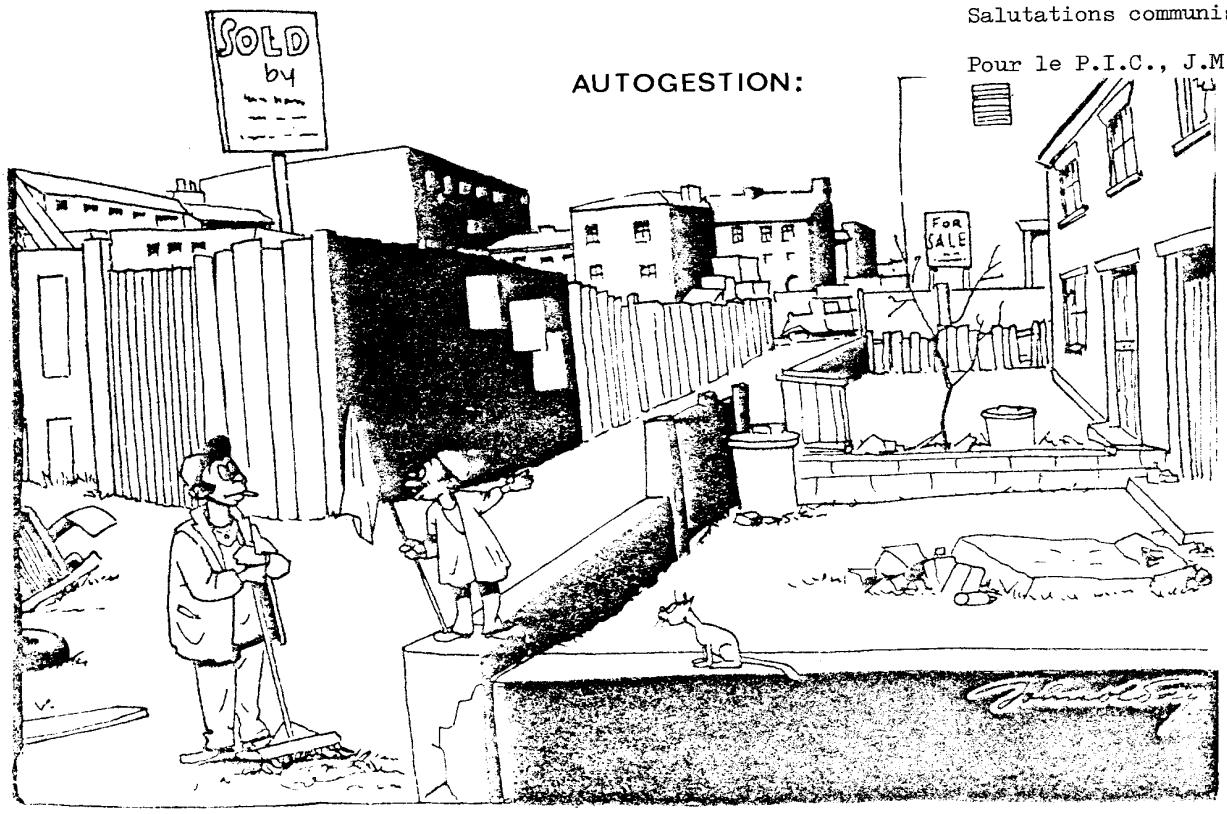
Il est donc évident que ce texte est incomplet ; dans la mesure où des questions qui vous paraitraient plus préoccupantes étaient insuffisamment abordées ou pas abordées du tout, nous sommes d'accord pour poursuivre cette réflexion.

Quoiqu'il en soit, nous n'avons pas conçu ce texte comme une "mise à mort" de l'OCL, mais plutôt comme un instrument permettant des débats approfondis, comme une contribution à un effort théorique au sein du milieu révolutionnaire. Ce texte appelle donc des critiques, des compléments, d'autant plus qu'il n'est sans doute pas parfait, et nous sommes ouverts dans une large mesure à une telle démarche de votre part.

Dans l'attente de vous lire,

Salutations communistes,

Pour le P.I.C., J.M.



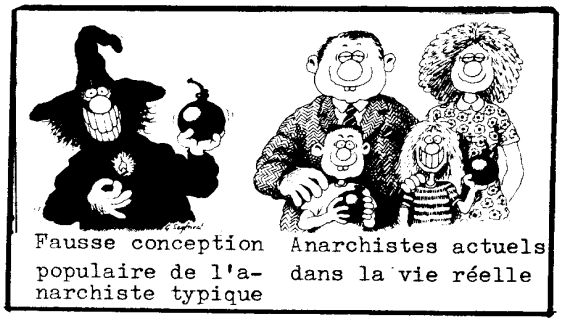
"QUE VIENNE LA REVOLUTION, CAMARADE, TOUT CECI SERA A NOUS !"

I) PROPRIETE COLLECTIVE-APPROPRIATION DES MOYENS DE PRODUCTION.

Dans les pages 6 & 7 de la brochure se trouvent deux définitions du communisme libertaire qui peuvent permettre d'expliquer pourquoi le PIC se définit comme un groupe communiste et non communiste libertaire.

Le communisme libertaire pour l'OCL est : "Un projet de société dans laquelle les moyens de production et d'échange seront devenus la propriété de la collectivité (...) et dans laquelle toutes les formes permanentes de délégation de pouvoirs de toutes sortes, partiguide-pouvoirs-parlement-structures étatiques de toutes sortes seront remplacées par l'auto-organisation des travailleurs". Cette première définition ne nous semble pas rompre, malgrè la référence à l'auto-organisation des travailleurs, avec le capitalisme. Pour quelles raisons? D'une part nous pensons que le fait de désigner l'appropriation des moyens de production par l'organisation autonome de la classe (conseils ouvriers) sous les termes de"propriété collective des moyens de production et d'échange", c'est retomber dans toutes les erreurs sur la phase de transition qui ont donné entre autres la Russie de 1917 et l'Espagne de 1936. Que l'on nous comprenne bien : il ne s'agit en aucun cas d'une querelle de vocabulaire ; pour nous, l'appropriation par la classe ouvrière des moyens de production n'a pas pour objet un simple transfert de propriété (de la bourgeoisie a la classe ouvrière) mais la destruction des rapports de production existants, c'est-à-dire destruction des rapports marchands, du salariat, de l'état.L'appropriation n'est pas une fin en soi, c'est un moyen permettant une transformation radicale de toutes les formes de production pré-existantes. D'autre part, du fait de l'assimilation constante tout au long de la brochure entre auto-organisation des travailleurs (assemblées générales, comités de lutte, conseils, etc ...) et l'autogestion, nous avons l'impression que nous sommes en face d'un projet qui, au lieu d'être du capitalisme d'état, serait un capitalisme géré démocratiquement par les ouvriers. Pour nous le communisme ne peut s'assimiler à une propriété collective (étatique ou ouvrière) ; de plus l'auto-organisation de la classe ouvrière (au sein des conseils ouvriers), bien que condition nécessaire à la réalisation du communisme, n'est pas une condition suffisante.

Encore une fois, il est essentiel de comprendre que ceci n'est pas une simple querelle de mots : l'emploi du terme de propriété est lourd de dangers pour l'avenir ; s'il sera nécessaire en effet qu'une production, axée sur la satisfaction des besoins et sur l'état des forces productives, soit assurée au moment de la révolution, il est évident qu'il ne peut y avoir de propriété collective sur des moyens de production répondant pour leur grande majorité aux besoins d'une société marchande. Nous nous étonnons d'ailleurs que dans le projet de l'OCL on ne trouve pas dans la définition du communisme qu'elle donne aucune référence à l'abolition du salariat et de la production marchande. Serait-ce que pour l'OCL l'abolition du salariat et de la production marchande n'est pas la priorité des priorités dès le début de la période révolutionnaire et qu'à la place d'une transition dirigée par des sociaux-démocrates, l'OCL voit celle-ci sous la forme d'une gestion ouvrière qui conserverait dans un premier temps (qui risque d'être long) toutes les catégories du capitalisme (salariat, production marchande, loi de la valeur) ?



Fausse conception populaire de l'anarchiste typique — Anarchistes actuels dans la vie réelle

2) ... COMMUNISME-COMMUNISME LIBERTAIRE.

A ce propos faut-il s'étonner de trouver une bien étrange distinction de la part de l'OCL entre le communisme et l'anarchie ; le communisme n'étant pour l'OCL "pas une fin en soit, ni même un mouvement qui contient en lui même les espoirs de la libération. Ce n'est qu'un moyen ; le but c'est l'anarchie. C'est-à-dire une société sans pouvoir". Il est bien évident que si le communisme ce n'est qu'une gestion collective des moyens de production, une "propriété collective", il faut, pour faire avaler la pilule évoquer une société sans pouvoir (l'anarchie), un "supplément d'âme" en quelque sorte.

Seulement si la gestion des ouvriers succède à celle des patrons privés et de l'état, le projet d'une société sans pouvoir reste nous semble-t-il du domaine du rêve, car les racines de la domination et de l'exploitation ne sont pas tranchées.

Pour nous, il y a effectivement une transition entre ce que nous appelons communisme inférieur et communisme supérieur (c'est-à-dire anarchie) mais celle-ci implique dès le début de la révolution l'abolition de toute production marchande, du salariat et de l'état dans les zones controlées par l'organisation autonome de la classe. La transition étant pour nous la période qui correspond à l'extension du processus révolutionnaire à toute la planète. Il est bien évident que dans ce processus les forces organisées de la contre-révolution n'auront pas désarmé, d'une part dans les zones révolutionnaires et d'autre part à l'extérieur de celles-ci, par la coalition des états.

Aussi sera-t-il nécessaire que l'organisation autonome de la classe assume une dictature sur les forces organisées du vieux monde ; il y aura donc bien un gouvernement des personnes mais celui-ci ne peut pas être assimilé à un Etat; le prolétariat n'ayant pas d'exploitation à perpétuer, son oppression est déjà le pouvoir de la société sur elle-même, c'est à dire l'abolition du pouvoir.

3) SUR LA CRISE.

Pour l'OCL, il y a avant tout une "crise générale de civilisation", une crise "de l'autorité, de la famille, de l'école, etc... Cette crise se traduit par une recomposition des luttes s'exprimant à travers les luttes marginales (femmes, écologie, quartiers, etc...), ce qui conduit l'OCL à dégager la notion de "nouvelle sensibilité libertaire". Au sein des entreprises, cette nouvelle sensibilité, ou "nouvelle subjectivité de la classe ouvrière", s'exprime par le refus du travail, l'absentéisme, les luttes anti-hiérarchiques; elle est la conséquence des développements de la division

du travail (parcellisation, uniformisation) à laquelle les travailleurs réagissent semble-t'-i il massivement. A l'origine de cette nouvelle subjectivité, on trouve un nouveau pôle de la classe ouvrière, les travailleurs précaires, le restant de la classe restant mystifié par les Syndicats.

Rien d'étonnant à ce que les développements de la crise économique du capitalisme soient escamotés dans l'analyse de l'OCL, ce serait aller à l'encontre de tout ce qui vise à représenter la "nouvelle sensibilité liber - taire" comme un mouvement radical. Pourtant le facteur dominant, plus que jamais, dans une analyse de la société, c'est précisément la crise économique, impliquant partout le recours au chômage, à la baisse du niveau de vie, etc... L'OCL démontre d son ignorance en citant incidemment l'existence d'une crise économique dans les pays occidentaux en se référant à la crise pétrolière de 1973. Pourtant cette crise pétrolière n'est qu'un épisode de la guerre économique qui se déroule actuellement à l'échelle mondiale.

Cette guerre économique est le produit du rétrecissement des marchés qui est apparu depuis le début des années 1970. Cela implique au niveau de chaque capitalisme national des restructurations de l'appareil productif (nouvelle division internationale du travail, le plan BARRE s'inscrit dans cette perspective), d'ou le recours à une politique d'austérité, imposant partout un accroissement du nombre de chômeurs (armée de réserve du Capital) et à la baisse des revenus des travailleurs. En fait la situation mi-volontaire, mi-involontaire de travailleur précaire, de semi-chômeur s'inscrit à point nommé dans les objectifs du systéme visant à réduire la part de capital variable (force de travail) dans la production. En d'autres termes, bien que chacun soit tout à fait libre d'exprimer à un niveau individuel son refus du travail (nous pouvons en reconnaitre le caractère parfaitement légitime), ce refus correspond globalement aux besoins du capital à l'heure actuelle (à ce propos, le développement actuel des agences d'intérime visant à recruter des masses de plus en plus imposantes de travailleurs rendus dociles et malléables à volonté du fait de leur isolement est symptomatiques).

D'autre part, l'OCL parle d'un nouveau mouvement de masse (page 12) et le définit à partir d'un certain nombre de caractéristiques :

- un radicalisme ;
- une indifférence à la légalité bourgeoise ;
- la formulation plus ou moins consciente d'une finalité communiste.

A ces composantes, propres à tout le mouvement en général, s'ajoutent les nouveaux théâtres de lutte :

- l'école ;
- le cadre de vie, l'environnement, l'écologie etc ...
- les femmes, les homoséxuels et autres minorités.

Pourtant le capitalisme peut très bien intégrer bon nombre d'aspirations contenues dans les formes de lutte soit-disant radicales. Les luttes antihiérarchiques au sein de l'entreprise peuvent conduire à toutes formes de cogestion et d'autogestion ne remettant aucunement en cause le principe du salariat. Quant aux luttes telles que l'école, le cadre de vie, etc..., elles ne constituent qu'un syndicalisme de la vie quotidienne, elles sont aussi parfaitement intégrables par le système économique actuel, et pourrait conduire à "un capitalisme à visage humain". L'indifférence à la légalité bourgeoise peut en outre conduire tout simplement à la transformation de cette légalité, c'est ce qui s'est souvent produit par le passé du fait même des luttes ouvrières. Quant à la finalité communiste, s'il ne s'agit que du communisme avec le sens restrictif que lui confère l'OCL, nous ne pouvons que nous montrer très réservés à son égars.

L'OCL fait état à propos de ces nouvelles formes de lutte d'un nouveau mouvement de masses, ce qui nous parait toutefois quelque peu en contradiction avec le fait que la classe ouvrière reste quant à elle dans son immense majorité encore mystifiée, par les facteurs de l'idéologie bourgeoise en son sein que sont les syndicats, ce radicalisme restant confiné à sa périphérie, dans les luttes marginales.

4) A L'EST, RIEN DE NOUVEAU ?

L'OCL parle à plusieurs reprises d'une "crise de centralisation étatique" (il faut noter d'ailleurs que la crise sur laquelle l'OCL glisse si rapidement, ne semble pas atteindre les "pays de l'Est", qui ne seraient victimes que de la résistance ouvrière à l'oppression étatique et centralite. Comme si les pays capitalistes d'états de l'Est n'étaient pas touchés eux aussi par la crise, n'étaient pas des protagonistes de la guerre économique, ne recourraient-ils pas eux aussi au chômage? Faut-il voir dans cet oubli de voir dans ces pays autre chose qu'une crise de centralisation étatique un lapsus malheureux? Si l'on se réfère à la page 6 de la brochure ou l'on peut lire : "Sans doute le capitalisme d'état met-il fin à la forme classique de la propriété privée, mais il lui substitue un régime qui, pour être différent (que de précautions de langage !), place la production et l'échange sous la direction d'un appareil politique et administratif qui s'érige en classe dominante sur la société (...) la propriété collective des moyens de production et d'échange est incompatible avec l'existence de structures étatiques. "C'est la raison pour laquelle nous (l'OCL) adjoignons le mot libertaire au mot communisme pour définir notre projet". La gymnastique littéraire qui précède peut en fait se résumer dans cette simple proposition arithmétique :communisme libertaire = capitalisme d'état moins l'état ; proposition à rapprocher de : communisme libertaire = les conseils + le supplément d'âme libertaire (voir en bas de la page 7) ces fantaisies mathématiques nous semblent du même crû que celles d'un certain individu qui définissait son projet de société par "les soviets + l'électricité". Outre le shématisme théorique que ces conceptions révèlent, et ceci n'est pas sans nous remettre en mémoire la gestion démocratique dont nous avons parlé plus haut, on ne peut rester que songeur devant les théories de l'OCL à propos de l'autogestion, et qui découlent en droite ligne de ce qui précède.

5) L'AUTOGESTION

Bien que là encore de nombreuses précautions de langage soient utilisées par l'OCL, il nous faut constater hélas que la démonstration faite pêche par un conformisme affligeant . Tout d'abord, mettons les choses au point : le PIC reste et restera irrémédiablement hermétique à l'emploi d'un langage modernisme qui ne fait que contribuer à la confusion dans le débat entre révolutionnaires; l'emploi du terme autogestion participe au plus haut point à cette confusion ; quant à l'OCL, il faut bien dire qu'elle ne répugne pas à patauger allégrèment dans cette confusion.

Ce qui saute aux yeux, lorsque l'on lit les thèses de l'OCL consacrées à l'autogestion, c'est le fait que celle-ci soit mise à toutes les sauces : autogestion des luttes, commune de Paris, révoltes hongroises et tchèque sont mêlées, dans le discours de l'OCL, pour constituer une tendance constante en direction de l'autogestion généralisée. S'il peut y avoir auto-organisation des travailleurs dans un certain nombre d'exemples repris par l'OCL en page I7, c'est le cas de la commune de Paris, de Kronstadt entres autres, que penser de la révolte tchèque, qui serait, si l'on en croit le contenu du 2ème paragraphe de la page I7 de la brochure :"une forme spécifique de l'action révolutionnaire où apparaissent toujours de façon embryonnaire les structures de la société sans classe:"? il est vrai que tout peut dépendre de l'état plus ou moins avancé de l'embryon, c'est sans doute également le cas de la commune de Paris, qui avec son gouvernement ouvrier :"serait une expression embryonnaire des structures de de la société sans classe!

Il semble que l'OCL excelle davantage dans l'art de montrer ce que ne peut pas être l'autogestion que dans celui d'éclaircir son contenu. Nous ne pouvons que pousser un soupir de soulagement en apprenant que l'autogestion ne peut pas être nationale, ni impulsée par une avant-garde auto-proclamée! A cet égard, :" l'exemple de la Yougoslavie est significatif: en décrétant l'autogestion par en haut, on lui ôte tout contenu révolutionnaire:" (page I7 de la brochure). Plus loin, on peut lire :" quand les ouvriers veulent décider eux-mêmes de la marche de l'usine, ils se heurtent à l'autorité de l'Etat:" (toujours à propos de la Yougoslavie). Comme si ils suffisait seulement d'une autogestion décretée par le bas et de supprimer l'Etat, ce qui permettrait aux travailleurs :"d'avoir leur mot à dire dans la bonne marche de l'entreprise:", pour qu'il y ait rupture avec le capitalisme! Comme si la manière dont les travailleurs yougoslaves sont aujourd'hui exploités avait un quelconque rapport avec la société communiste!

Pour en finir avec cette avalanche de lieux communs, nous devons relever l'allusion faite aux socialistes utopiques dont le projet de construire des "bastions autogestionnaires" en société capitaliste est présenté comme illusoire; ce que l'OCL oublie de dire, c'est que ces "bastions", bien avant d'être intégrés au capitalisme comme elle le déplore étaient, par leurs structures internes, de simples variantes du capitalisme, et n'avaient donc rien à voir avec les objectifs de la révolution communiste. L'OCL a pour sa part une manière bien curieuse de démontrer à contrario de tous ces exemples l'aspect radical de sa conception :"l'autogestion ne peut être que généralisée:", c'est un exemple parfait de ce que nous appelons un slogan creux! Plus loin, elle poursuit :"celle-ci ne peut être qu'une gestion collective de la société:". Pour nous un tel projet n'a rien à voir avec le communisme; le problème de la classe ouvrière n'est pas une quelconque gestion démocratique des moyens de productions et d'échanges. Le communisme supose la destruction de ces catégories capitalistes que sont l'entreprise (vase clos où s'élabore la production) en tant qu'activité séparée des autres activités de la société, ainsi que l'échange, qui n'est que le mode de circulation des marchandises en société capitaliste. De même, si l'autogestion est selon l'OCL un :"système ou la production est assurée par des Conseils ouvriers, des conseils paysans, et des conseils de quartiers:", pour nous le communisme est avant tout, dans sa phase inférieure, une période de luttes de classes durant laquelle le prolétariat, en tant que dernière classe de l'histoire, impose sa dictature sur les restes du vieux monde dans la perspective de la destruction de toutes les catégories sociale sociales liées à l'existence du capitalisme: ouvriers, paysans, savants, employés, etc... et par conséquent la destruction de toute division du travail.

6) SUR L'ORGANISATION INTERNE DE L'OCL.

Afin de repousser les tendances l'OCL assimile celles-ci à ce qu'elles sont dans les organisations qui fonctionne selon les règles du Centralisme Démocratique :"elles sont la forme la plus avancée de la démocratie à l'intérieur d'une organisation acceptant les formes centralisées d'organisation, car elles sont le seul moyen possible d'expression des opinions divergentes avec celles des structures de direction:" aussi l'OCL:"ne saurait accepter de tendances en son sein. Cela impliquerait un débat figé vite transformé en polémique, fraction, affrontements et scission:"malgré tout l'OCL est :"pour la reconnaisance du droit d'expression minoritaire au sein de chaque groupe ou au sein de commisions si les structures n'ont pas su surmonter les divergences sur ce point:" car

selon l'OCL la constitution de tendances ;"ne pourrait qu'entrainer des clivages artificiels dans l'organisation; elle permettrait justement le développement de fausses querelles:" pour l'OCL :"l'institutionnalisation de tendances n'a pas de raison d'être, elle introduit même une notion restrictive du débat et de la démocratie:".

Si effectivement les organisations fonctionnant selon les règles du Centralisme Démocratique n'ont jamais fonctionné que sur le principe de la soumission de la base au centre, la minorité ne s'exprimant qu'au môment des congrés, quand elle en a la possibilité, et retournant ensuite en cellule, ces types d'organisations par la séparation qu'elles opèrent entre les diverses cellules de l'organisation, sont calquées sur la division capitaliste du travail, mais nous ne pensons pas que le fédéralisme proposé par l'OCL constitue une alternative au centralisme, pour notre part une organisation de révolutionnaires ne peut se définir par des formes organisationnels (Fédéralisme-Centralisme) qui n'ont recouvert, depuis leurs origines (Ière Internationale) que des pratiques incompatibles avec la perspective communiste. (I)

En effet, à travers les positions de l'OCL sur les tendances qui d'après elle ne peuvent qu'entrainer des "débats figés" des "fausses querelles" (2) il y a le refus, conscient ou non, de la clarification et du débat politique, au profit de positions floues qui peuvent permettre toutes les petites manipulations, par exemple des permanents "techniques" et d'un Collectif National qui prétend n'être pas un "Bureau politique". Comme on a pu le voir l'OCL admet l'expression minoritaire au sein de chaque groupe ou au sein de commissions, mais attention! :"si les stuctures n'ont pas su surmonter les divergences:" en fait les grandes déclarations de l'OCL sur le groupe local moteur de l'organisation camoufle , à notre avis, un type de fonctionnement qui n'a rien à envier à l'hypercentralisme, car que ce soit par la cellule où le "groupe local" le ou les individus sont écrasés par les structures, lesquelles ne devraient être que le regroupement pratique sur un lieu géographique donné, d'individus qui se trouvent dans ce lieu à un moment précis.

Pour nous, l'expression des tendances, même si quelquefois elles se révèlent être des entraves, est une chôse qui va de soi, car si celles-ci sont produites par la compléxité du processus révolutionnaire, et elles participent à l'effort de clarifications politique. Il est possible, que dans une organisation, comme l'OCL, qui sur de nombreux sujets à des positions floues, l'existence de tendances risque de jeter la perturbation, aussi nous pensons que les tendances ne peuvent s'exprimer réellement que dans une organisation qui à une plate-forme politique claire, même -ci les positions de principes contenues dans celle-ci peuvent être discutées, critiquées ou remises en question si l'on estime que le mouvement du prolétariat et des situations nouvelles nécessites leurs dépassements.

Dans ce cadre , nous pensons que des tendances peuvent s'exprimer à tout moment dans l'organisation (textes internes) et si elles le considèrent politiquement nécessaires à l'extérieur de celle-ci (de façon publique dans les publications de l'organisation). Il est bien évident que si les tendances peuvent avoir des divergences sur les perspectives et les situations concrètes, leurs existences doivent être conciliables avec la plate-forme de l'organisation.

Notre conception sur les droits des tendances implique que ceux-ci sont des droits permanents. Elle est donc inséparable du rejet des "Congrès", tels qu'ils peuvent exister dans les pa partis, seuls moments de la vie de ces organisations où les tendances s'expriment effectivement. De plus, pour nous, une tendance peut ne représenter qu'un individu, lequel à les mêmes droits que la majorité de l'organisation.

Dans le cas de désaccords graves , remettant en cause l'unité théorico-pratique de l'organisation, la tendance peut devenir une fraction (bases organisationnelles et propagandistes propres) si l'analyse des conditions concrètes réclame des perspectives d'actions immédiates que la majorité de l'organisation ne veut pas prendre, et lui impose de faire passer directement ses mots d'ordres au sein de l'organisation et du prolétariat. Elle devient alors, une fraction distincte de l'organisation à laquelle elle continue à adhèrer. L'existence d'une fraction -recouvrant une crise grave- débouche logiquement soit dans un dépassement de cette crise, soit une rupture organisationnelle.

Pour nous, ce qui est essentiel c'est le débat, la clarification même si ceux-ci peuvent amener des ruptures, il vaut mieux parfois rompre, que d'avaler des couleuvres, fermer sa gueule au bénéfice d'une mythique unité d'organisation qui à trop servie dans le passé à laminer les divergences même dans les organisations anarchistes.

NOTE 1: Ces formes d'organisations étant le produit des théories respectives de MARX et BAKOUNINE, sur l'organisation de Masse construite préalablement au processus révolutionnaire dans le but de représenter le mouvement prolétarien (Parti Politique-Fédération de Corps de Métiers).
NOTE 2: l'emploi de ce terme est symptomatique, car il fait partie de tout l'arsenal, qui depuis les années 60, permet d'empêcher toutes clarifications en anihilant celles-ci par des anathèmes d'ordres "psychologiques", prodigieuses ressources de la pensée Bureaucratique!

P.I.C (JEUNE TAUPE) PARIS le I2-6-79

Chers Camarades,

Nous espérons que nos lettres et documents dont notre lettre du 2Mai et la critique de "Dialogue avec l'OCL" qui l'accompagnait, ont pu vous parvenir, car nous nous demandons si vous les avez bien reçues car nous n'avons pas eu de nouvelles de votre part .
Depuis notre lettre du 2 Mai, nous avons reçu une lettre d'invitation au congrès OCL, mais malheuresement, cette lettre datée et envoyée le 23 Avril ne nous est parvenue que le 5 Mai , aussi nous avons le 7mai envoyé une lettre à l'OCL expliquant pourquoi nous n'avons pu assister à son congrès.
Nous voudrions savoir, si d'une part les débats de ce congrès ont été interessants car nous avons constaté que jusqu'à présent rien n'en était dit dans FRONT LIBERTAIRE?
Et d'autre part, si vous avez reçu, nos lettres et la critique, ce que vous en pensez?

suite p.12

Pour l'Abolition du Salariat

1. Le capitalisme est devenu une entrave au développement des forces productives. La révolution prolétarienne est à l'ordre du jour.
2. Tous les pays dits communistes tout comme les "démocraties" de l'ouest et les pays du tiers-monde sont capitalistes d'Etat. Le capitalisme d'Etat n'est rien d'autre que l'expression totalitaire de la dictature du capitalisme sur le prolétariat.
3. Les ouvriers n'ont pas d'intérêts "nationaux". La classe ouvrière est une classe globale, et en tant que telle les intérêts des travailleurs de toutes les nations sont identiques : l'abolition du capitalisme et la construction de la société des producteurs librement associés.
4. Les syndicats servent seulement à diviser la classe ouvrière sur la base de l'industrie ou de la profession et agissent comme des policiers au sein des lieux de travail. La classe ouvrière ne doit pas seulement lutter contre les employeurs et l'Etat, mais aussi bien contre les syndicats.
5. Les parlements servent seulement comme des instruments capitalistes pour mettre en oeuvre des discussions entre eux et comme moyen pour mystifier la classe ouvrière avec l'illusion qu'elle a une influence réelle sur les corps parlementaires.
6. La classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire dans la société. Elle est seule face à toutes les autres classes. En tant que telle, elle ne peut faire aucune alliance ou front avec d'autres classes ou des fractions d'autres classes. Le frontisme est une tentative contre-révolutionnaire pour peindre les ennemis des ouvriers comme leurs frères et les entrainer à nouveau sur la route sans issue du réformisme.
7. Il n'y a que deux voies ouvertes à l'humanité: la continuation de la domination du Capital ou la révolution prolétarienne. Une telle révolution devra avoir pour but d'être globale. Le prolétariat doit détruire les Etats capitalistes et pareillement l'économie capitaliste. Durant la transition du capitalisme à une société de producteurs librement associés les nouvelles formes ne sont pas superposées aux anciennes, mais les vieilles formes sont détruites et remplacées par les nouvelles.
8. Durant la période de transition tout le pouvoir s'appui sur le prolétariat. La dictature du prolétariat est organisée par les travailleurs armés en tant que classe au travers des conseils ouvriers et des assemblées d'entreprise de masse. La démocratie ouvrière est la seule forme de gouvernement que puisse prendre la dictature du prolétariat.
9. L'acquisition de la conscience de classe révolutionnaire est un processus inégal. Il est nécessaire pour les révolutionnaires de s'organiser dans une tendance révolutionnaire pour mettre en oeuvre une intervention cohérente et globale dans les luttes de leur classe. Le but de cette intervention est de poser la nécessité de généraliser les luttes isolées en une lutte de toute la classe contre le système capitaliste. La cohérence de l'organisation dérive uniquement de la plateforme
10. Il est crucial que les révolutionnaires aient une claire compréhension de ce que cette intervention doit être. La tâche des révolutionnaires est de représenter "le futur du mouvement dans le mouvement aujourd'hui". Les révolutionnaires doivent intervenir dans la lutte de classe pour aider au développement de la conscience de la classe ouvrière.
11. Il est nécessaire pour la minorité révolutionnaire à l'intérieur de la classe d'être unie afin de jouer son rôle dans la classe. Les lignes de classe fournissent la base pour un regroupement sur des principes.

Traduit du N°3 de REVOLUTIONARY STRUGGLE, Publication trimestrielle de la REVOLUTIONARY STRUGGLE TENDENCY.
Correspondance :
P.O. Box 1576
Manhattanville Station
N.Y., N.Y. 10027, U.S.A.

★★★★

Des informations sur un grand nombre de groupes américains peuvent être trouvées dans SYNTHESIS N° 7.
Correspondances :
L.E.D., P.O. Box 1858
San Pedro, CA 90733, U.S.A.
et
Philadelphia Solidarity
GPO Box 13011, Philadelphia, PA 19101, U.S.A.

Presse Internationale

Authority N°2

Au sommaire :
-Editorial
-Le futur de la révolution
-Trotskisme : un renouveau chrétien
-Des bas-fonds du Cardanisme : L'exploitation auto-gérée
-Crise économique et révolution ou, à propos du Capital et de ses contradictions
-Police 5
-L'anti-fascisme à l'oeuvre
-Luxemburg et la passion du jargonisme
-Elections
Correspondance :
Box 666
C/° Rising Free, 182 Upper Street
London NI, Grande Bretagne

COLLEGAMENTI PER L'ORGANIZZAZIONE DIRETTA DI CLASSE
(Liaisons pour l'organisation directe de la classe)

Au Sommaire du n°6-7 (Mai 79) :

- Editorial
- Crise de l'intervention de l'Etat : le cas de Florence
- C.G.I.L et C.I.S.L dans les contrats : deux hypothèses de développement capitaliste
- Capitalisme et rôle du syndicat
- Note sur le nouveau modèle d'organisation productive et sociale
- Traductions de textes français (Echanges), américains (P.Mattick Junior)
- Volonté de puissance ou le stalinisme de retour
- Modèle politico-organisatif et minorités idéologiques-militantes du mouvement de masse à Naples de 73 à aujourd'hui
- Traduction d'un texte de Castoriadus sur la révolution hongroise (paru dans le n°I de la revue "Libre")
- Réponse à "Rivoluzione Internazionale"

Correspondance : Collegamenti - C.P 4258
20100 - Milan (Italie)

POUR DISCUTER AVEC LE P.I.C.

• PARIS **PERMANENCE**: LIBRAIRIE ALTERNATIVE
36, rue des Bourdonnais_Paris 1er métro: Châtelet
au sous-sol de la librairie :

DE 15 h à 16 h

SAMEDI 27 OCTOBRE _ 24 NOVEMBRE

PERMANENCES-DIFFUSION MARCHES De 10h à midi sur les marchés.

. ***PLACE DES FETES (19e) Dimanche*** 14.10 _ 11.11 ***mo Pl. des Fêtes.***

. ***Rue du Poteau (18e) Samedi*** 13.10 _ 10.11 ***mo J. Joffrin.***

. ***Boulevard BLANQUI/Rue des 5 DIAMANTS (13e) Dimanche*** 21.10 _ 18.11 ***mo Pl. d'Italie.***

LES CAMARADES INTERESSES A PARTICIPER AUX COURS ET CERCLES DOIVENT ECRIRE A NOTRE ADRESSE.

• BORDEAUX ***Pour renseignements sur les activités locales : écrire à la B.P.***

Bulletin De 1

Discussions Internationales

CE BULLETIN DE DISCUSSIONS INTERNATIONALES EST PRIS PROVISOIREMENT EN CHARGE PAR QUELQUES GROUPES JUSQU'A CE QU'EVENTUELLEMENT D'AUTRES DESIRENT SE JOINDRE AU DEBAT.
CES GROUPES FERONT LEUR POSSIBLE POUR LE DIFFUSER A UN CERTAIN NOMBRE D'EXEMPLAIRES (LE PLUS IMPORTANT EN FONCTION DE LEURS PROPRES POSSIBILITES MATERIELLES) DANS LEUR LANGUE RESPECTIVE.
EN PLUS DE LA CONTINUATION REGULIERE DE DISCUSSIONS INTERNATIONALES SOUS DE MULTIPLES FORMES (CORRESPONDANCE, TEXTES, RENCONTRES,...), ILS FERONT EGALEMENT LEUR POSSIBLE POUR ECHANGER LE MAXIMUM D'INFORMATIONS SUR LES LUTTES AUTONOMES PROLETARIENNES SE DEROULANT CONTRE LE SYSTEME CAPITALISTE LA OU ILS SE TROUVENT.
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE BULLETIN, IL FAUT ECRIRE AUX ADRESSES SUIVANTES :

P.I.C.-JEUNE TAUPE
Librairie Parallèles, 47 rue Saint-Honoré, 75001 Paris (France)
COLLECTIF POUR L'AUTONOMIE OUVRIERE
Pour le moment, écrire au PIC qui transmettra à Madrid
COLLEGAMENTI PER L'ORGANIZZAZIONE DIRETTA DI CLASSE
C.P. 4258 ; 20100 Milan (Italie)
KRONSTADT KIDS
Box 666, C/° Rising Free, 182 Upper Street, London N.I. (Grande Bretagne)

Nous insèrons ci-dessous un appel des camarades de MINUS 5 .

" Après maintes difficultés MINUS 5 est enfin paru . Il contient d'importants articles sur la ligne DENG XIAOPING et la lutte de classe, le printemps de PEKIN, la lutte entre les pragmatistes et les Maoistes, et un compte-rendu (de 50.000 mots) du tèmoignage visuel d'un meeting tenu à SHANGAI au dèbut de l'année. Cependant notre situation financière dèsespèrée nous a empêchés de l'imprimer en grandes quantités Dans le but de combattre la propagande officielle chinoise et les interprètations et mensonges de la bourgeoisie, il est important que ces articles aient la plus large audience possible. C'est pourquoi nous lançons un appel pour nous soutenir (que les donateurs envoyent leurs noms pour que nous puissions leur envoyer des exemplaires plus tard). Pour ceux qui prèféreraient souscrire plutôt que de faire un don qu'ils nous écrivent quelques mots. Nous avons aussi en prèparation un ouvrage qui rassemble une énorme quantité de matèriel clandestin sur le printemps de Pékin, que nous avons traduit en anglais. Envoyez-nous un mot si vous êtes intèréssés. Veuillez noter que les chèques doivent être libèllés à l'ordre de LIBRAIRIE I984 , et non à Minus. "

- MINUS 5, c/o I984 bookshop, I80 Lockhart road, 1st floor, Wanchai, Hong Kong.

Signalons à ce propos qu'un meeting-débat de MINUS 5 aura lieu le vendredi 5 octobre à 20H30, 33 rue des Vignoles, Paris 20°.

Collection de JEUNE TAUPE
Afin de permettre aux nouveaux lecteurs de la revue de se faire une opinion et de s'informer sur les positions politiques défendues dans JEUNE TAUPE, nous leur proposons de se procurer les anciens numéros dont nous possédons encore quelques exemplaires _ 10 revues parmi les numéros disponibles (8 à 21) : 30 F
20 F pour les abonnés Le numéro : 4F

Abonnements: 35 F (40 F de publications) paiements au nom de E. HARBI : CCP La Source 34709.15.

Correspondances
. **BORDEAUX** Jeune Taupe B.P. 30_33031 BORDEAUX-Marne Cedex
. **PARIS** Jeune Taupe c/o Librairie Parallèles 47 rue St Honoré 75001 PARIS.

APPEL A NOS LECTEURS
Les nécessités de l'intervention nous ont contraints à engager des frais importants pour acquérir du matériel d'impression. Nous espérons que nos lecteurs et sympathisants participerons, dans la mesure de leurs possibilités, à cet investissement militant en envoyant leur contribution à notre C.C.P. en spécifiant "souscription duplicateur".